

Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges - Commune de LIEZEY

département des Vosges

Modification n°1 du PLU

Notice explicative

Document de travail
aout 2026

Historique de l'évolution du document d'urbanisme :

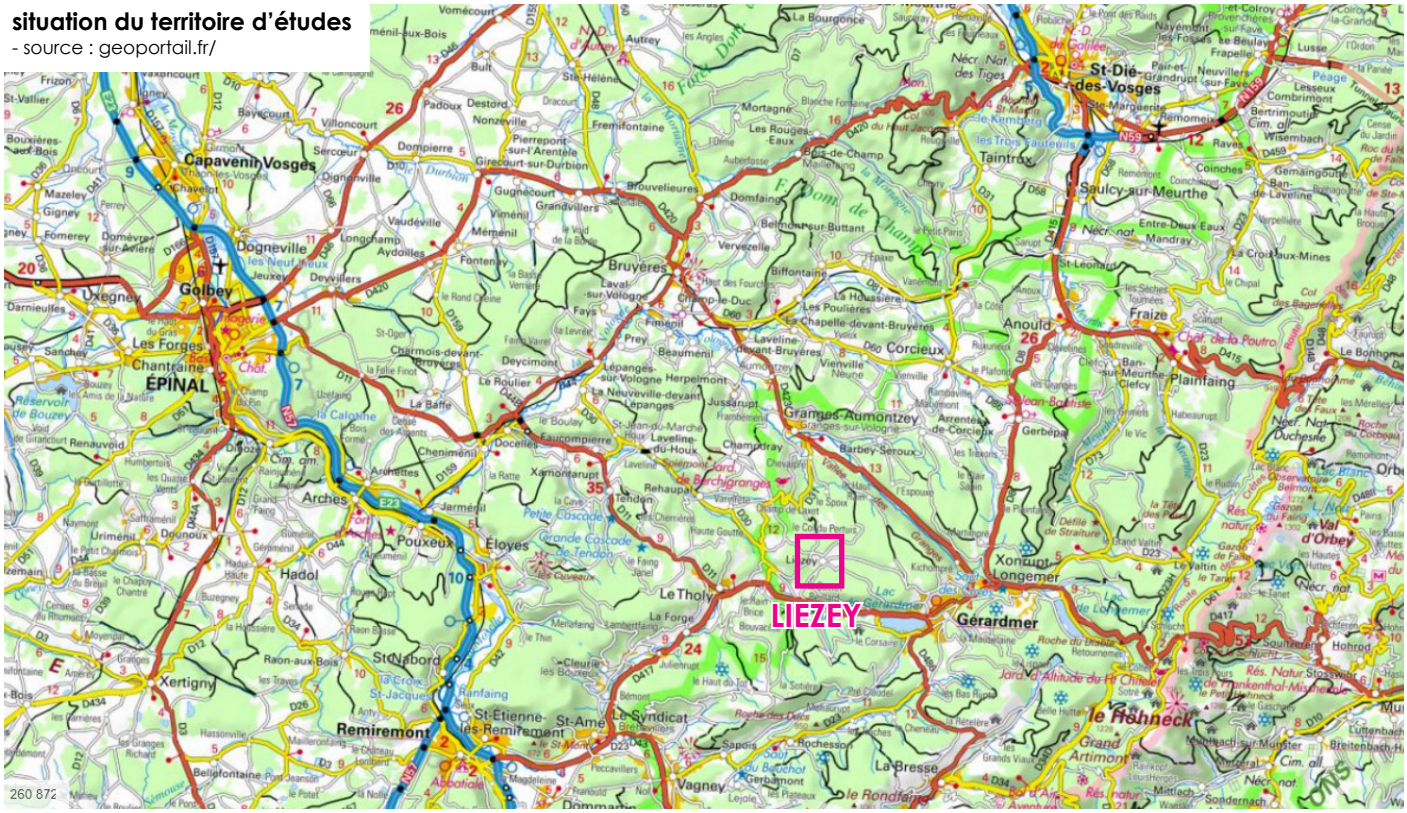
- élaboration du PLU approuvée le11 décembre 2024.

Bureau d'études éolis

Urbanisme
Aménagement du territoire
Communication et concertation

56 rue de la Prairie
88100 Saint Dié des Vosges
09 79 05 77 46 / 06 17 46 79 59
eolis.todesco@orange.fr

situation du territoire d'études
- source : geoportail.fr/





0.-
Avant-propos



La commune de LIEZEY est actuellement dotée d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 11 décembre 2024 par la Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges, compétence en matière d'urbanisme règlementaire.

La Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges est compétente en matière d'urbanisme depuis le 01er janvier 2022 et elle est maitre d'ouvrage sur ce projet.
La reprise du PLU de LIEZEY a pour objet de faire évoluer son contenu dans la perspective de répondre favorablement au projet implantation d'une antenne relais.

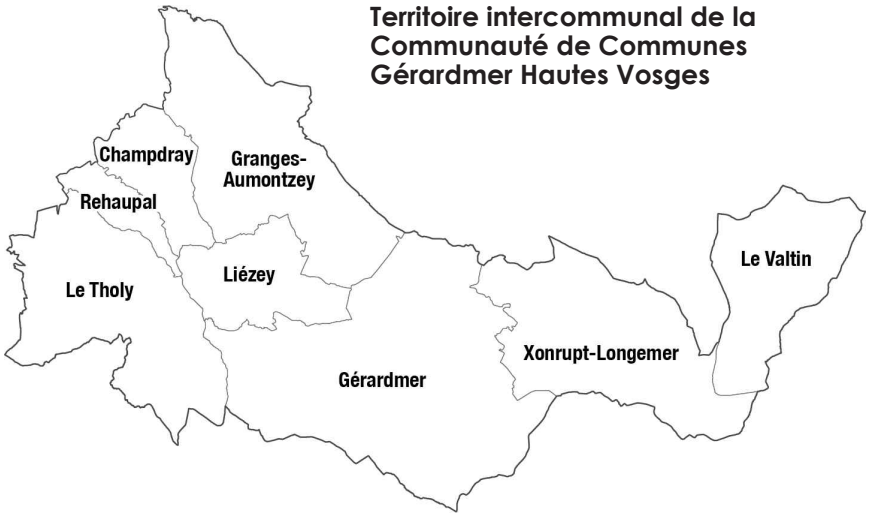
La présente modification n°1 du PLU de LIEZEY est engagée sur le fondement des articles L. 153-36 à L. 153-44 du code de l'urbanisme, dans leur rédaction issue de la loi n° 2025-1129 du 26 novembre 2025 de simplification du droit de l'urbanisme et du logement (dite « loi Huwart »), entrée en vigueur le 26 mai 2026.

Conformément à l'article L. 153-38 du code de l'urbanisme, la présente modification est soumise **à la mise à disposition du public uniquement si le dossier n'est pas soumis à évaluation environnementale**, et il peut être soumis **à participation du public par voie électronique** si le dossier est soumis ou non **à évaluation environnementale**.
A confirmer suite à la réception de l'avis de la MRAE.

2. Pourquoi une modification ?
La loi Huwart a fait de la modification la procédure de droit commun pour faire évoluer un PLU, la révision étant désormais réservée aux évolutions touchant les orientations fondamentales du PADD (sauf exceptions expressément prévues).
Or, la création d'un sous-secteur en zone N, sous-secteur NF :

- ne change pas les orientations stratégiques du PADD ;
- constitue une adaptation ponctuelle du règlement et du zonage pour ouvrir, à titre exceptionnel, un secteur à certaines constructions.

3. Champ d'application : créer un sous-secteur en zone NF pour l'implantation d'une antenne relais



Le sous-secteur est défini à l'article L. 151-13 du code de l'urbanisme : il permet, **à titre exceptionnel**, de délimiter dans les zones N, A ou forestières des secteurs où peuvent être autorisées certaines constructions ou installations qui seraient autrement interdites.

L'article L. 151-11 prévoit notamment, dans les zones N (et A), la possibilité d'autoriser :

- « les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs », sous réserve de compatibilité avec l'activité agricole/forestière et de non-atteinte aux espaces naturels et paysages.

Une antenne relais peut être regardée comme un **équipement collectif** (télécommunications d'intérêt général). En pratique, les services de l'État et la jurisprudence admettent ce type de fondement pour des équipements techniques en zone rurale, sous conditions de compatibilité et de protection des paysages.

Ainsi, ce projet entre bien dans le champ d'application :

- article L. 151-13 : création d'un sous-secteur en zone N/NF ;
- article L. 151-11 : possibilité d'y autoriser, via le règlement, des installations nécessaires à un équipement collectif (antenne relais) ;
- articles L. 153-36 et s. : procédure de modification du PLU pour inscrire ce sous-secteur dans le règlement et le zonage.

Le projet ne sera pas soumis à l'avis de la CDPENAF selon l'article L.151-11 CU : «Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut :

1° Autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages (...].»

La Modification du PLU se déroule en plusieurs étapes :

- Arrêté règlementaire n°2026/012 en date du 3 aout 2026 prescrivant l'engagement d'une procédure de Modification du Plan Local d'Urbanisme de LIEZEY pour l'implantation d'une antenne relais.
- Constitution du dossier de Modification n°1 du PLU (notice explicative).
- Dans le même temps :
  - → Saisine de l'Autorité Environnementale.
  - → Notification du dossier aux Personnes Publiques Associées.
- Mise à disposition au public, puis adaptation du dossier si nécessaire.

- Approbation du dossier par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges.

A noter, le dossier n'est pas soumis à l'avis de la CDPENAF comme le stipule l'Article L151-11 du code de l'urbanisme :

I.-Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut :

1° Autoriser les constructions et installations nécessaires à des **équipements collectifs dès lors qu›elles ne sont pas incompatibles avec l›exercice d›une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu›elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;**

[...]

Ni de la CDNPS, comme le stipule l'Article L122-3 du code de l'urbanisme :

Les installations et ouvrages nécessaires aux établissements scientifiques, à la défense nationale, aux recherches et à l'exploitation de ressources minérales d'intérêt national, à la protection contre les risques naturels, à l'établissement de réseaux de communications électroniques ouverts au public et aux services publics autres que les remontées mécaniques ne sont pas soumis aux dispositions de la présente section (section 1 de l'Aménagement et protection de la montagne (Articles L122-1 à L122-27) si leur localisation dans ces espaces correspond à une nécessité technique impérative ou, dans le cas des communications électroniques, est nécessaire pour améliorer la couverture du territoire.

1.-
Les éléments de contexte



Le territoire communal de LIÉZEY s'inscrit dans un contexte rural de moyenne montagne caractérisé par un habitat dispersé, de vastes massifs forestiers et des espaces ouverts qui participent pleinement à l'identité paysagère de la commune. Le relief et l'importance du couvert boisé constituent néanmoins des contraintes fortes pour la diffusion des réseaux de radiotéléphonie mobile.

Le territoire communal de Liézey se localise à 10 minutes à l'ouest de Gérardmer, à 40 minutes à l'est d'Épinal et à 45 minutes au sud de Saint-Dié-des-Vosges.

Fiche d'identité communale :

- Département des Vosges.
- Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges.
- Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges.
- PETR du Pays de la Déodatie / Périmètre du SCoT du Pays de la Déodatie mais Absence de SCoT applicable en 2026.
- Population communale INSEE en 2023 : 304.
- Évolution de la population communale entre 2012 et 2023 : +1.5%.
- Surface du territoire communal : 1327 ha.
- Présence de plusieurs sites Natura 2000 : Zone Spéciale de Conservation « Massif Vosgien » et Zone de Protection Spéciale « Massif Vosgien ».

Le contexte réglementaire

La commune de LIEZEY est actuellement dotée d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 11 décembre 2024 par la Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges. Il n'a pas subi d'évolution depuis son approbation.

Le dossier de PLU est composé de plusieurs pièces :

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) énonce le projet politique de la commune de LIEZEY défendu dans le cadre de l'élaboration de son document d'urbanisme.

Ce document s'articule autour d'une ambition générale déclinée en 5 orientations :

Conforter l'image authentique de Liézey en préservant sa typicité de petit village de moyenne montagne vosgienne :

x Offrir des conditions adaptées pour accueillir de nouveaux habitants à Liézey.

x Préserver l'authenticité du territoire et son caractère affirmé de moyenne montagne au travers de projets urbains de qualité.
x Préserver les paysages dans leur rôle de valorisation, d'image positive et attractive d'un territoire de moyenne montagne vosgienne.
x Inscrire la préservation de l'environnement, de la ressource en eau et de la biodiversité locale dans les décisions d'aménagement.
x Conforter la dynamique économique locale en offrant des conditions adaptées pour pérenniser l'existant et accueillir de nouveaux projets.

Le PLU de Liézey vise à concilier développement urbain et préservation du patrimoine, avec des règles strictes pour :

- Limiter l'étalement urbain (exclusion des hameaux isolés).
- Protéger les ressources naturelles (ressource en eau, zones humides).
- Maintenir l'identité architecturale vosgienne (toitures, matériaux, hauteurs).
- Encourager la qualité environnementale (perméabilité, biodiversité, exemplarité énergétique).

Le document de zonage découpe le territoire en quatre grandes zones : urbaine, à urbaniser, agricole, naturelle et forestière. A chacune d'elles correspond un règlement écrit qui détermine les autorisations et les conditions d'occupation des sols.

Ces zones se répartissent comme suit dans le PLU de LIEZEY :

/ Les zones urbaines (20,61 ha)
Secteurs déjà urbanisés ou dont l'urbanisation est admise, avec des équipements publics existants ou en cours permettant une construction immédiate, sans aménagement particulier.
Sont exclus de la zone U : Espaces en discontinuité urbaine (habitat lâche, hameaux de moins de 10 maisons) ou risquant de consommer des espaces naturels, agricoles et forestiers. Ces derniers sont classés en zones agricole ou naturelle pour préserver l'authenticité locale.
Les enjeux de la zone U :

- Répondre aux besoins présents et futurs (habitat, économie, équipements).
- Favoriser la mixité sociale et la diversification des fonctions urbaines.
- Gestion de l'eau : Raréfaction de la ressource → interdiction des piscines > 10 m² (dérogation pour les piscines ⩽ 10 m² uniquement en zone UA).

/ Secteur UA (18,92 ha) : Habitat et mixité urbaine
Dominante à vocation résidentielle, mais avec une mixité des fonctions (équipements, activités économiques non nuisantes pour le voisinage).
Secteurs concernés : Liézey, Saucéfaing, nord de Bannerot, Le Pré Gérard, La Racine (tous desservis par le réseau d'eau potable).

/ Secteur UT (0,86 ha) : Activités touristiques
Dédiée aux structures d'accueil touristique :

- Auberge de Liézey (Saucéfaing)
- Relais des Bucherons (Liézey).

/ Secteur UY (0,83 ha) : Activité économique (graniterie)
Exclusivement dédiée à la graniterie (La Racine).

/ Zone à urbaniser 2AUY (0,27 ha)
Ancienne friche industrielle des blanchiments Nathan-Lévy, située au sud du ban communal, au lieu-dit Le Beillard.
Aucun projet concret de reprise n'est envisagé depuis la fermeture du site.
Seules sont autorisées les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.
Ces constructions doivent être liées à des travaux de s**écurisation du site** (ex. : mise en sécurité des bâtiments ou sols pollués), de mise en valeur (ex. : réhabilitation partielle) ou de restauration écologique (ex. : dépollution, renaturation).
Les seules interventions autorisées visent à stabiliser ou améliorer l'état du site (sécurité, environnement).
La zone reste potentiellement urbanisable, mais sous réserve d'une révision du PLU pour intégrer un éventuel projet.

Zones agricole A (225,36 ha) et naturelle N (1080,59 ha)
Les zones A et N s'inscrivent dans la logique de la Loi Montagne et de la Loi Climat et Résilience (2021) de modération de la consommation d'espaces.

/ Zone agricole A (225,36 ha)
Elle protège les espaces à fort potentiel agronomique, essentiellement des prairies permanentes déclarées à la PAC, et se divise en trois secteurs :

/ Secteur A (214,61 ha) – Zone agricole où l'on reconnait l'existant : nouvelles constructions principales interdites, mais extensions/annexes des bâtiments existants et annexes autorisées limitées. Abris agricoles autorisés jusqu'à 150 m². Règles esthétiques communes et clôtures encadrées.

/Secteur AC (9,38 ha) – SOUS-SECTEUR «agricole constructible» autour des sièges d'exploitation d'élevage : autorise bâtiments d'exploitation (hauteur max 12 m au faîtage), logement de fonction (1 par exploitation, max 7 m, à moins de 100 m des bâtiments agricoles), dépôts/stockages liés à l'activité. Intégration paysagère exigée (écran végétal, couleurs mates, bardage bois).

/ Secteur AM (1,37 ha) – SOUS-SECTEUR dédié au maraîchage (village + Blanchefontaine) : constructions agricoles (hauteur max 7 m, serres 5 m max), extensions des habitations existantes (mêmes règles que secteur AC), recul de 5 m des voies (hors serres).
Les secteurs AC et AM dérogent à la loi ALUR de 2014 via le statut SOUS-SECTEUR (art. L151-13 du code de l'urbanisme).

/Zone naturelle et forestière N (1080,59 ha)

Protège les sites, milieux, paysages et espaces boisés, en trois secteurs :

/ Secteur N (192,73 ha) – Règles identiques au secteur A (même profil de constructions isolées), dans un souci d'équité de traitement entre espaces agricoles et naturels.

/ Secteur NB (3,9 ha) – Lotissement du Bannerot, non raccordé à l'eau potable (mais sur sources privées), donc classé hors zone urbaine. Nouvelles habitations interdites ; extensions possibles mais plafonnées (20% de l'unité foncière, 150 m² max pour l'habitation principale). Également un SOUS-SECTEUR.

/ Secteur NF (883,96 ha) – Grands massifs forestiers, totalement inconstructible pour préserver le couvert forestier et son rôle écologique.

Résumé succinct

Le document de zonage du PLU comporte, en plus des zones, plusieurs **éléments graphiques complémentaires** entraînant des prescriptions spécifiques :

- Zones humides : recensées et reportées au zonage et rendues inconstructibles (interdiction de remblais/déblais, imperméabilisation, constructions, stockages, aménagements).
- Cours d'eau : bande inconstructible de 10 m depuis les berges ; les tronçons DDT88 non cadastrés sont reportés à titre informatif.
- **Éléments patrimoniaux (OAP patrimoniale)** : au titre des articles L151-19 et L151-23, protection d'éléments bâtis/paysagers remarquables (fermes anciennes, croix, fours à pain, arbres remarquables, murs, points de vue, corridors boisés, etc.).
- Emplacements réservés : 2 réserves foncières prévues destinées à créer des chemins d'accès à des parcelles agricoles enclavées.

Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LIEZEY

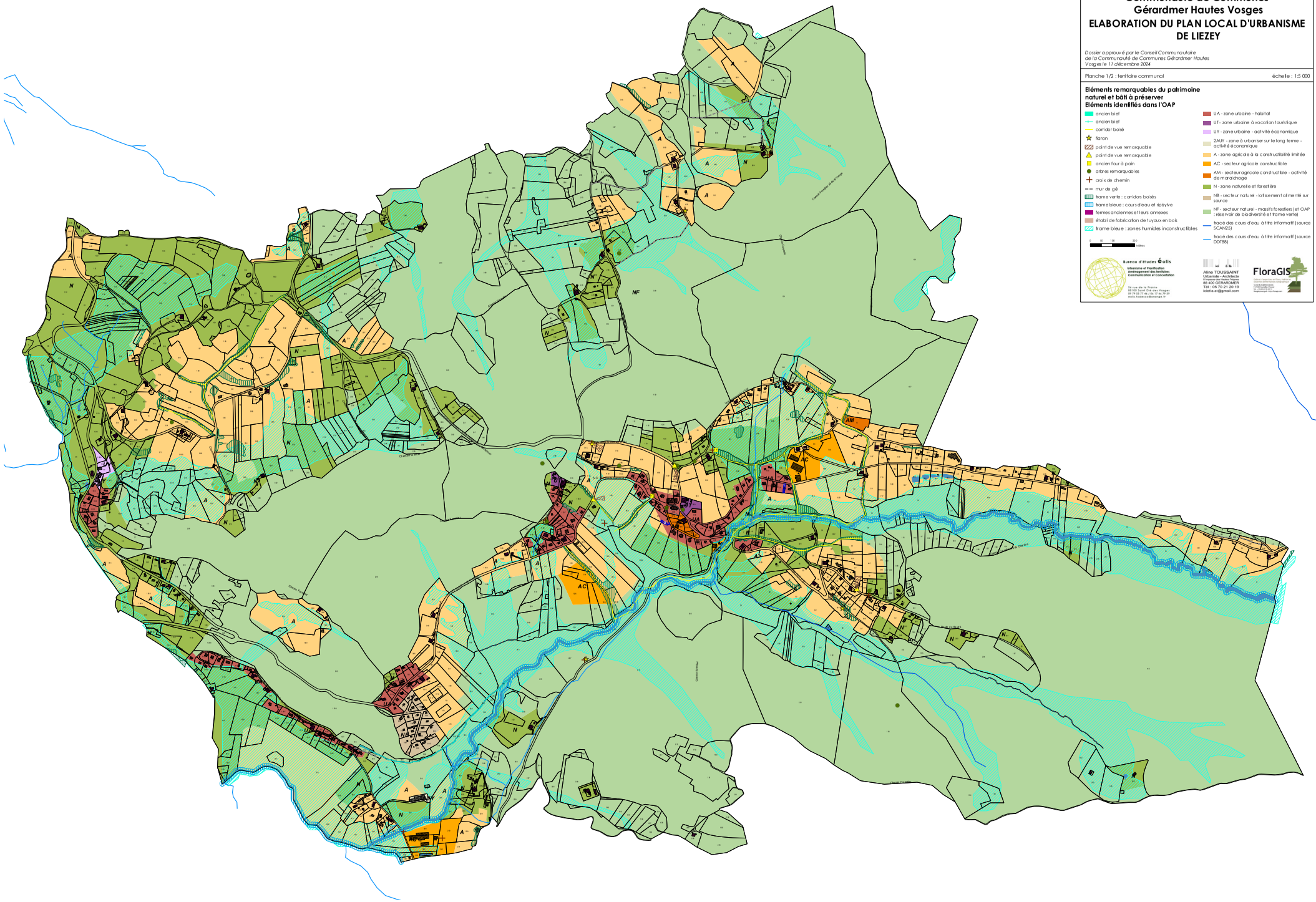
Dossier approuvé par le Conseil Communautaire
de la Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges
le 11 décembre 2024

Planche 2/2 : zone urbaine — échelle : 1:2 500

Eléments remarquables du patrimoine naturel et bâti à préserver
Eléments identifiés dans l'OAP

- ancien bief
- ancien bief
- corridor boisé
- fiaran
- point de vue remarquable
- point de vue remarquable
- ancien four à pain
- arbres remarquables
- croix de chemin
- mur de gé
- trame verte : corridors boisés
- trame bleue : cours d'eau et ripisylve
- fermes anciennes et leurs annexes
- établi de fabrication de tuyaux en bois
- trame bleue : zones humides inconstructibles

- UA - zone urbaine - habitat
- UT - zone urbaine à vocation touristique
- UY - zone urbaine - activité économique
- 2AUY - zone à urbaniser sur le long terme - activité économique
- A - zone agricole à la constructibilité limitée
- AC - secteur agricole constructible
- AM - secteur agricole constructible - activité de maraichage
- N - zone naturelle et forestière
- NB - secteur naturel - lotissement alimenté sur source
- NF - secteur naturel - massifs forestiers (et OAP : réservoir de biodiversité et trame verte)
- tracé des cours d'eau à titre informatif (source SCAN25)
- tracé des cours d'eau à titre informatif (source DDT88)



DEPARTEMENT DES VOSGES

Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges
ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LIEZEY

Dossier approuvé par le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges le 11 décembre 2024

Planche 1/2 : territoire communal — échelle : 1:5 000

Eléments remarquables du patrimoine naturel et bâti à préserver
Eléments identifiés dans l'OAP

- ancien bief
- ancien bief
- corridor boisé
- floran
- point de vue remarquable
- point de vue remarquable
- ancien four à pain
- arbres remarquables
- croix de chemin
- mur de gîte
- trame verte : corridors boisés
- trame bleue : cours d'eau et ripisylve
- fermes anciennes et leurs annexes
- établi de fabrication de tuyaux en bois
- trame bleue : zones humides inconstructibles

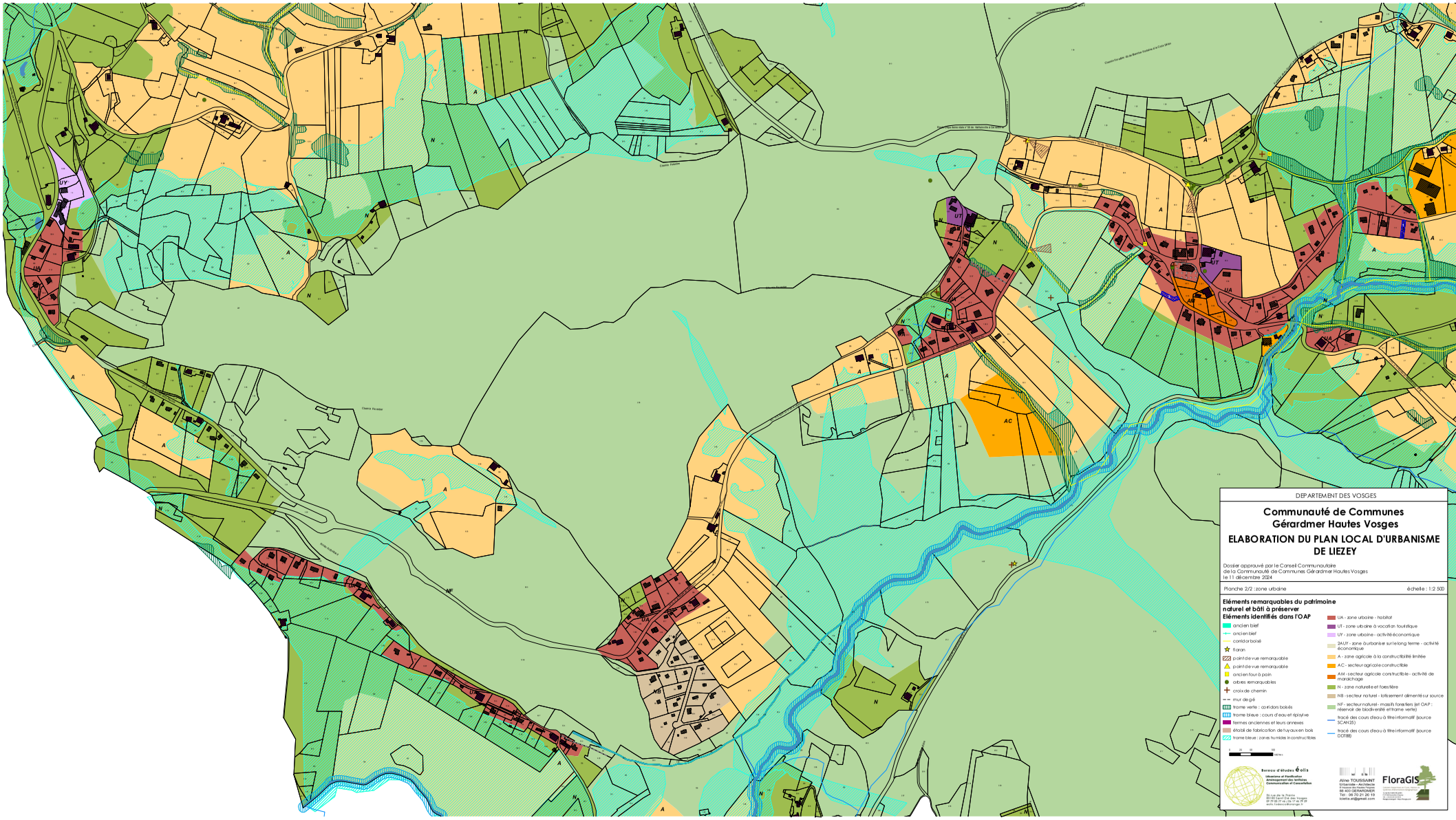
- UA - zone urbaine - habitat
- UT - zone urbaine à vocation touristique
- UY - zone urbaine - activité économique
- 2AUY - zone à urbaniser sur le long terme - activité économique
- A - zone agricole à la constructibilité limitée
- AC - secteur agricole constructible
- AM - secteur agricole constructible - activité de maraîchage
- N - zone naturelle et forestière
- NB - secteur naturel - lotissement alimenté sur source
- NF - secteur naturel - massifs forestiers (et OAP : réservoir de biodiversité et trame verte)
- tracé des cours d'eau à titre informatif (source SCAN25)
- tracé des cours d'eau à titre informatif (source DDT88)

0 50 100 200 Mètres

Bureau d'études Éolis
Intégration et Planification Environnementale, Territoriale, Communication et Concertation
Sa rue de la Prairie
88170 SAINT-ETIENNE-LES-REMIREMONT
Tél : 03 29 61 44 17 et 06 79 29 ...
mail.s.maisons@orange.fr

Aline TOUSSAINT
Urbaniste - Architecte
Urbanisme Opérationnel
88 400 GERARDMER
Tél : 06 70 21 20 19
toiletta.at@gmail.com

FloraGIS


DEPARTEMENT DES VOSGES
Communauté de Communes
Gérardmer Hautes Vosges
ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LIEZEY
Dossier approuvé par le Conseil Communautaire
de la Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges
le 11 décembre 2024
Planche 2/2 : zone urbaine
échelle : 1:2 500
Eléments remarquables du patrimoine
naturel et bâti à préserver
Eléments identifiés dans l'OAP
ancien bief
ancien bief
corridor boisé
floran
point de vue remarquable
point de vue remarquable
ancien four à pain
arbres remarquables
croix de chemin
mur de gré
trame verte : corridors boisés
trame bleue : cours d'eau et ripisylve
fermes anciennes et leurs annexes
étabi de fabrication de tuyaux en bois
trame bleue : zones humides inconstructibles
UA - zone urbaine - habitat
UT - zone urbaine à vocation touristique
UY - zone urbaine - activité économique
2AUY - zone à urbaniser sur le long terme - activité économique
A - zone agricole à la constructibilité limitée
AC - secteur agricole constructible
AM - secteur agricole constructible - activité de maraîchage
N - zone naturelle et forestière
NB - secteur naturel - lotissement alimenté sur source
NF - secteur naturel - massifs forestiers (et OAP : réservoir de biodiversité et trame verte)
tracé des cours d'eau à titre informatif (source SCAN25)
tracé des cours d'eau à titre informatif (source DDT88)
Bureau d'études éolis
Urbanisme et Planification
Aménagement des territoires
Communication et Concertation
Alina TOUSSAINT
Urbaniste - Architecte
Tel : 06 70 21 26 19
FloraGIS

2.-
La présentation du projet

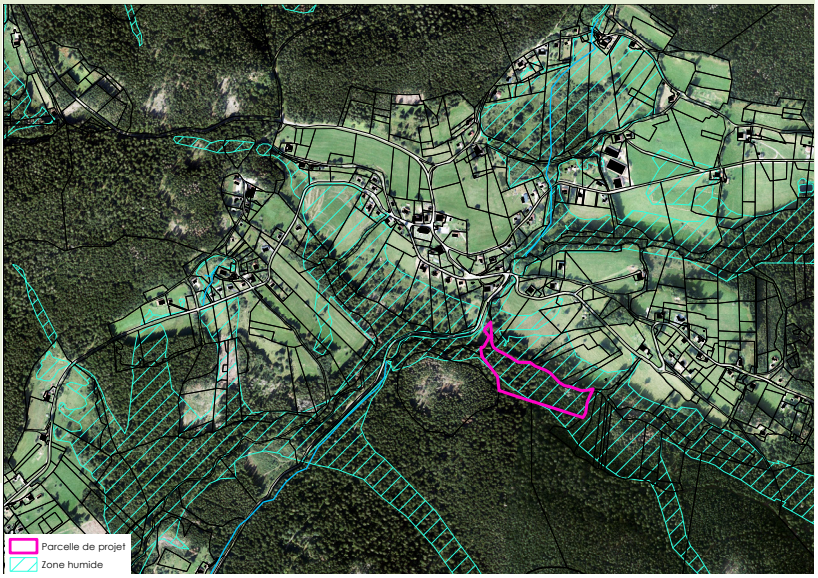


<u>Objet de la Modification n°1 du PLU</u> : Reprendre le PLU de LIÉZEY a pour objet de faire évoluer son contenu dans la perspective de répondre favorablement au projet d'implantation d'une antenne-relais mutualisée au lieu-dit « Rougimont ».

<u>Surface concernée :</u> modification du zonage du PLU sur 800 m².
A noter que le projet couvre une surface de 60m² pour de l'emplacement du pylône SFR.

<u>Pièces reprises dans le PLU</u> :

- **Le document de zonage pour créer un sous-secteur dédié à l'antenne relais - NA.**
- **Le règlement associé au sous-secteur NA.**



Localisation du secteur de projet

Depuis l'approbation du PLU, la commune a été retenue dans le cadre du dispositif national de couverture ciblée de téléphonie mobile. L'arrêté ministériel du 23 décembre 2024 identifie LIÉZEY parmi les zones à couvrir par les quatre opérateurs Bouygues Telecom, Free Mobile, Orange et SFR. Cette sélection a été portée à la connaissance de la commune par un courrier de la préfète des Vosges en date du 19 mars 2025.
Le terrain retenu est aujourd'hui classé en secteur naturel et forestier NF. Le règlement du PLU définit ce secteur comme inconstructible. En l'état, il ne permet donc pas la réalisation du pylône, de la plateforme technique et des ouvrages qui leur sont directement liés. La modification du PLU vise à introduire une possibilité strictement encadrée, limitée au projet de couverture mobile et sans remettre en cause la vocation forestière du reste du secteur NF.
Le dispositif de couverture ciblée constitue l'un des engagements du « New Deal mobile » conclu en 2018 entre l'État, l'Arcep et les opérateurs. Il vise à améliorer la couverture des secteurs insuffisamment desservis, en particulier dans les territoires ruraux. Les zones sont identifiées par arrêté après concertation avec les collectivités territoriales.
Pour Liézey, l'arrêté du 23 décembre 2024 impose aux quatre opérateurs désignés de fournir des services de radiotéléphonie mobile et d'accès mobile à très haut débit au moyen d'un nouveau site, afin notamment de couvrir le point d'intérêt du centre-bourg. SFR assure le rôle de chef de file pour la réalisation du site. L'infrastructure est conçue pour accueillir les équipements des opérateurs concernés sur un support commun.
Il ne s'agit pas d'une initiative commerciale isolée, mais de la traduction locale d'une obligation nationale de couverture, identifiée par un arrêté ministériel et relayée par les services de l'État.

Présentation du projet :

Le projet se localise au lieu-dit « Rougimont », sur la parcelle cadastrée section 0C n°30, à une altitude d'environ 741 m NGF. Cette implantation a été étudiée pour permettre aux antennes de dépasser la cime des arbres et d'assurer la couverture radioélectrique attendue vers le centre-bourg.

Localisation	Lieu-dit Rougimont – section 0C, parcelle n°30
Coordonnées	X = 932 950 ; Y = 2 352 910 – altitude 741 m NGF
Support	Pylône treillis de 54 m, teinte vert foncé RAL 6005
Hauteur sommitale	57,34 m, paratonnerre compris
Plateforme	Environ 60 m² selon le plan APS
Clôture	Bardage bois de 2 m de hauteur et portail d'accès
Accès	Raccordement court de 5 m x 3 m depuis le chemin existant
Raccordement électrique	Tracé ENEDIS pressenti sur environ 360 m
Travaux forestiers	Abattage limité aux besoins de l'implantation et du chantier

Intérêt général de l'opération :

Le projet ne correspond pas à une initiative isolée. Il constitue la traduction locale d'une obligation de couverture arrêtée par l'État à la suite de l'identification d'une insuffisance de service sur le territoire communal.
L'amélioration de la couverture mobile bénéficie à l'ensemble des usagers du territoire : habitants permanents, entreprises, exploitations agricoles et forestières, services publics, professionnels intervenant sur la commune et visiteurs. Elle facilite les communications courantes, l'accès aux services numériques, le télétravail et les échanges professionnels.
Dans une commune étendue, boisée et soumise à des conditions météorologiques parfois difficiles, une meilleure disponibilité du réseau mobile améliore également les possibilités de signalement d'un incident et de coordination des interventions. Sans se substituer aux dispositifs de secours, elle renforce les moyens de communication mobilisables sur le territoire.
Enfin, le choix d'une infrastructure commune permet d'accueillir les équipements des quatre opérateurs désignés sur un seul pylône. Cette mutualisation évite la multiplication des ouvrages, des plateformes et des accès et contribue donc à réduire les incidences cumulées sur les paysages et les espaces forestiers.

Le projet répond ainsi à un besoin collectif précisément identifié et poursuit un objectif de réduction des inégalités territoriales d'accès aux communications électroniques. Il relève, à ce titre, de l'intérêt général.

Articulation avec le PLU :

Le secteur de projet est classé en zone naturelle et forestière NF. Celle-ci couvre les grands massifs boisés de la commune et représente 883,96 ha. Le règlement du PLU lui confère un caractère inconstructible afin de préserver le couvert forestier, les continuités écologiques et la qualité paysagère des versants.
Les possibilités de construction prévues dans les autres secteurs de la zone N ne sont pas étendues au secteur NF. Le pylône, la plateforme et les locaux techniques ne peuvent donc pas être autorisés sur le fondement du règlement actuellement opposable.
La modification du PLU est nécessaire pour permettre la réalisation d'un équipement d'intérêt collectif apparu après l'approbation du PLU le 11 décembre 2024. Elle ne vise pas à ouvrir un nouveau secteur à l'urbanisation, ni à autoriser de l'habitat ou des activités sans lien avec le projet de couverture mobile.
La reprise du PLU doit, par conséquent, être circonscrite à l'emprise strictement nécessaire au pylône, à la plateforme, à l'accès et aux équipements techniques qui leur sont directement liés. Le reste du secteur NF conserve son caractère inconstructible.

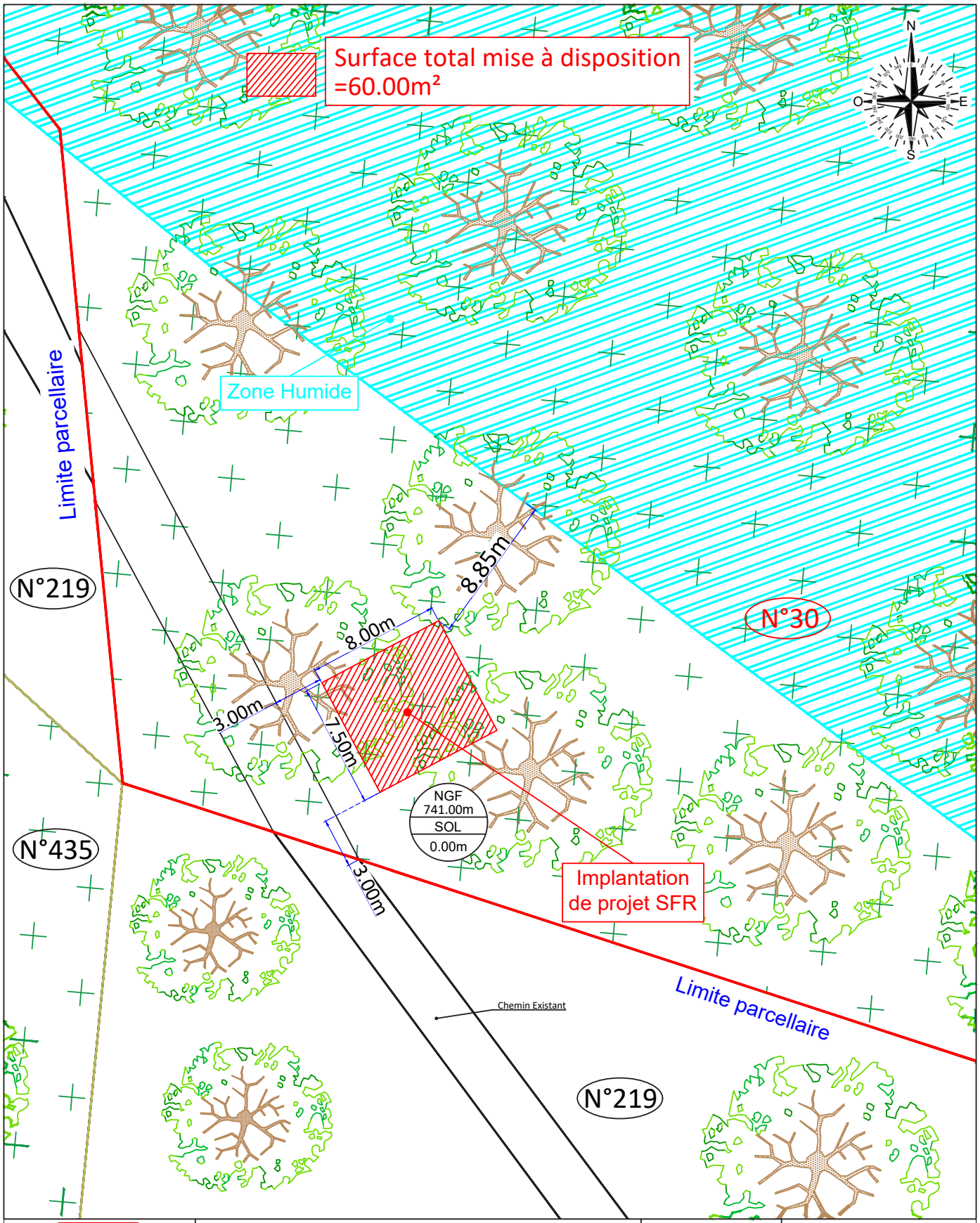
La compatibilité avec les orientations du PADD et l'économie générale du PLU :

Le projet n'a pas pour effet de remettre en cause les orientations générales du PADD. Il contribue à l'attractivité résidentielle et économique du territoire et à la qualité des services offerts à la population. Son emprise ponctuelle et son caractère mutualisé permettent, dans le même temps, de maintenir l'objectif de protection des grands ensembles forestiers et des paysages.

L'évolution du PLU est donc proportionnée au besoin identifié. Elle constitue une exception fonctionnelle et localisée, sans création d'un nouveau droit général à construire dans les espaces forestiers.

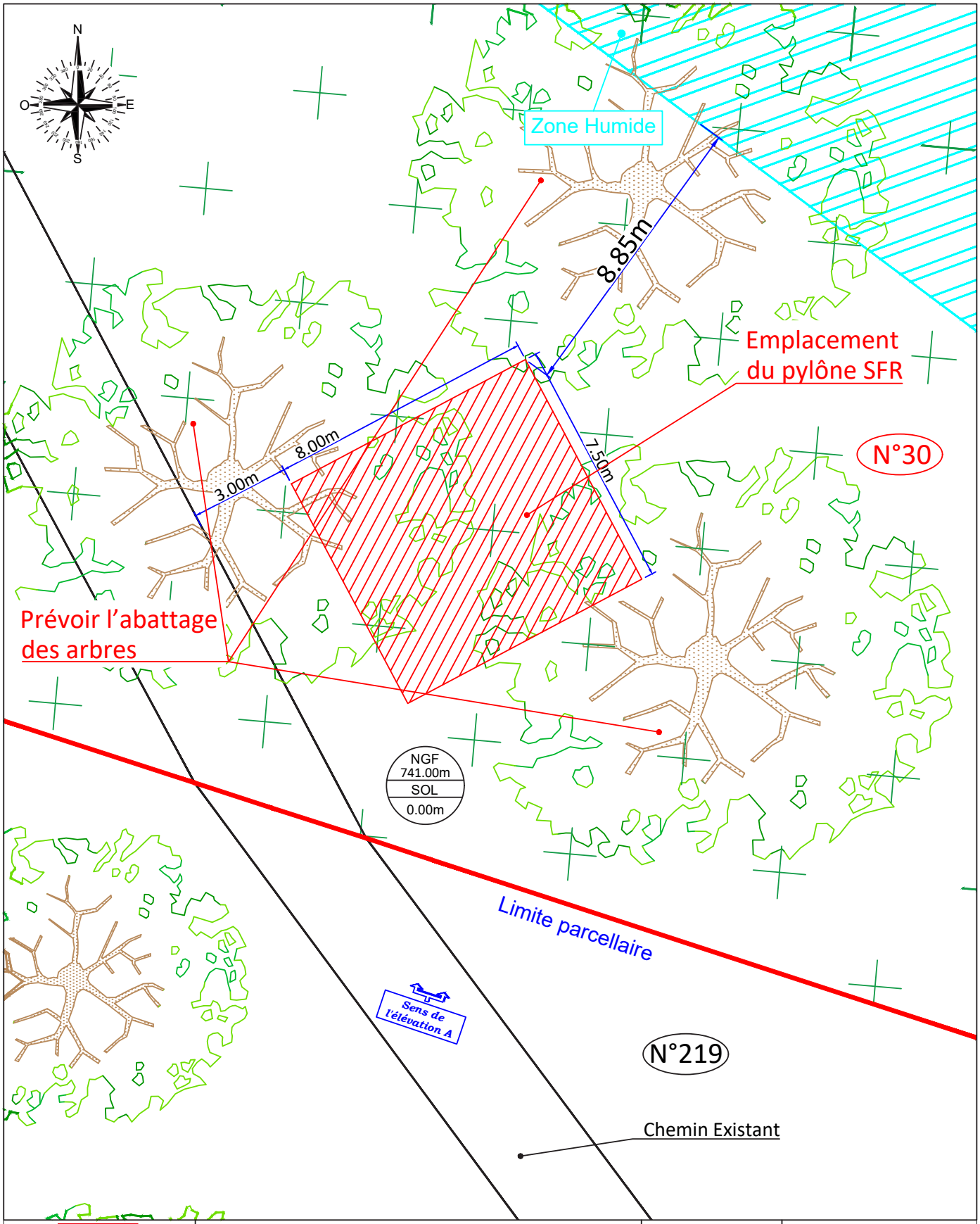
L'intérêt général du projet ne dispense pas de préserver les objectifs paysagers, forestiers et écologiques du PLU. C'ets pourquoi l'évolution du PLU doit reposer sur un encadrement spatial et réglementaire exigeant, notamment par le fait de :

- circonscrire la possibilité de construire au seul périmètre utile à la plateforme, au pylône et à leurs ouvrages strictement nécessaires ;
- maintenir l'inconstructibilité de l'ensemble du reste du secteur NF, qui couvre 883,96 ha ;
- réserver l'autorisation aux équipements de communications électroniques répondant au dispositif de couverture ciblée et présentant un caractère mutualisé ;
- encadrer la hauteur par la seule nécessité radioélectrique démontrée, avec une hauteur maximale cohérente avec le projet présenté ;
- imposer une intégration sobre : pylône en teinte vert foncé, clôture en bois, équipements bas regroupés, éclairage limité aux besoins de sécurité et de maintenance ;
- réutiliser le chemin existant et limiter les créations de voirie, les terrassements et les coupes d'arbres au strict nécessaire ;
- maintenir intégralement la protection réglementaire des zones humides et des continuités écologiques. La plateforme apparait hors de la zone humide existante et doit le rester.



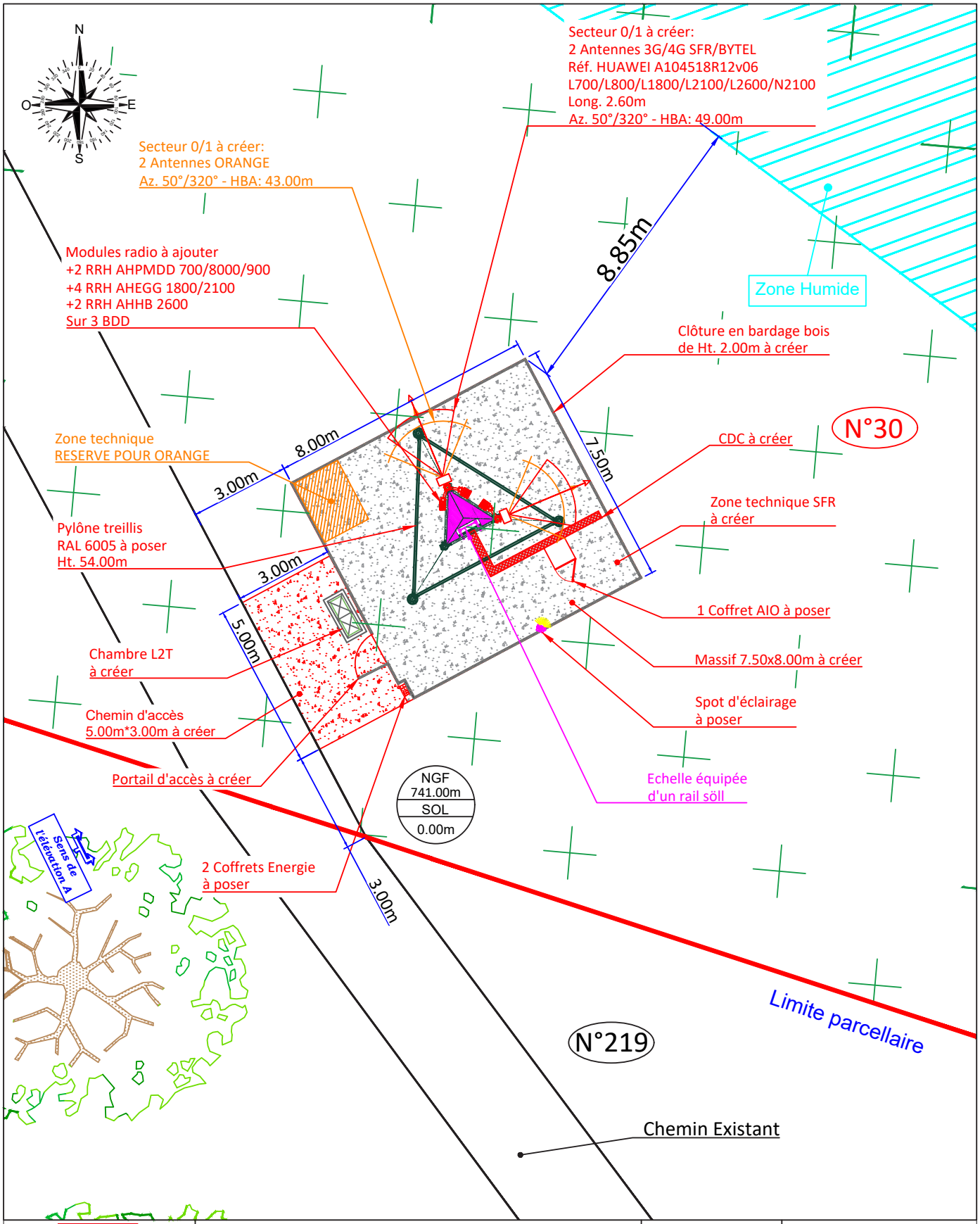
SFR	PLAN IMPLANTATION				DOSSIER	APS
					ECHELLE	1/300
	ZG_LIEZEY				DATE	19/01/2026
ERT	N°G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	8810000983_APS.dwg
	8810000983	2-4B	A	1/3	DESSINATEUR	BE

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE LA SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS SON AUTORISATION ECRITE.



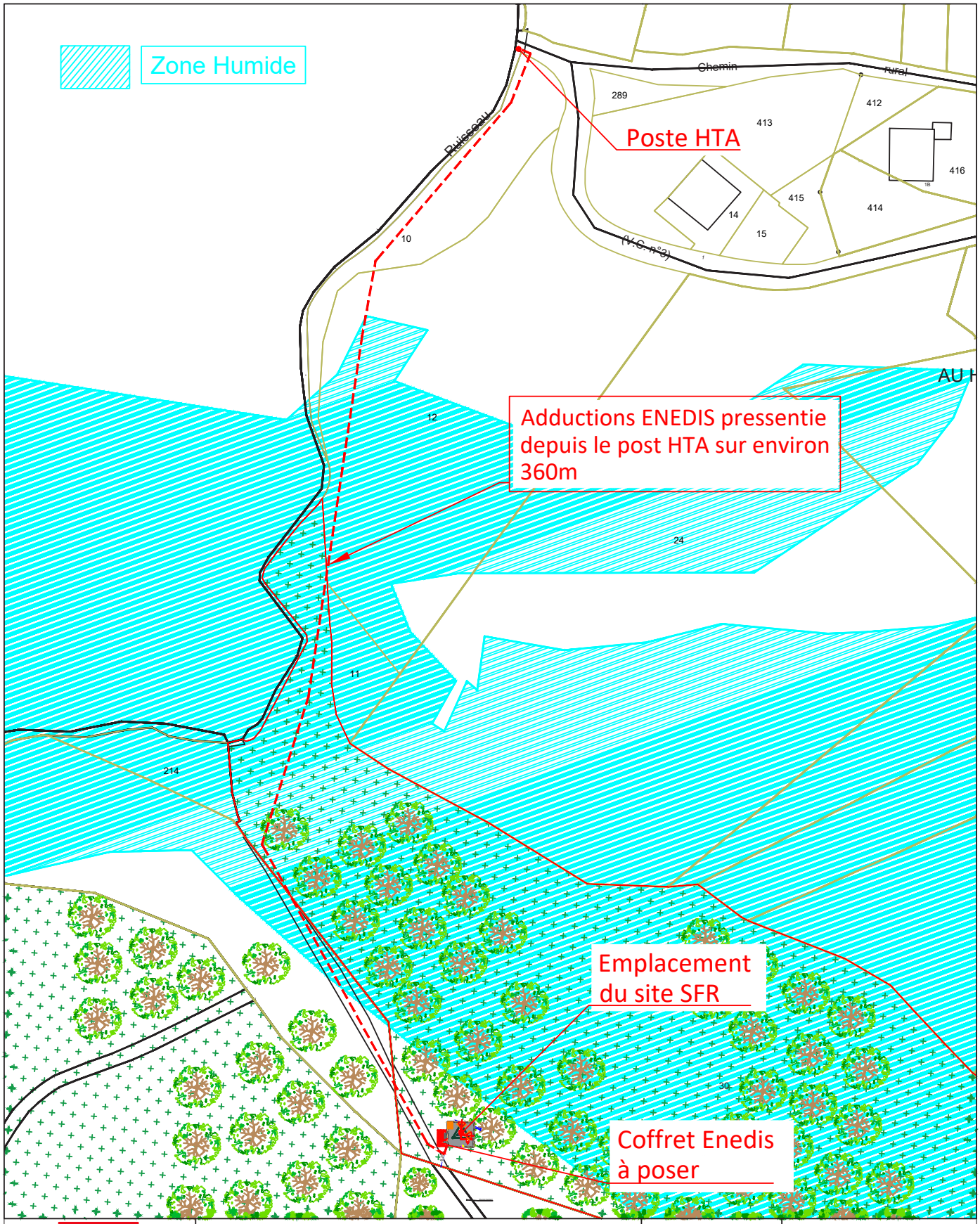
SFR	PLAN DE MASSE EXISTANT				DOSSIER	APS
					ECHELLE	1/150
	ZG_LIEZEY				DATE	19/01/2026
ERT	N°G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	8810000983_APS.dwg
	8810000983	2-4B	A	2/3	DESSINATEUR	BE

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE LA SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS SON AUTORISATION ECRITE.



SFR	PLAN DE MASSE PROJET				DOSSIER	APS
					ECHELLE	1/150
	ZG_LIEZEY				DATE	19/01/2026
ERT	N°G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	8810000983_APS.dwg
	8810000983	2-4B	A	2/3	DESSINATEUR	BE

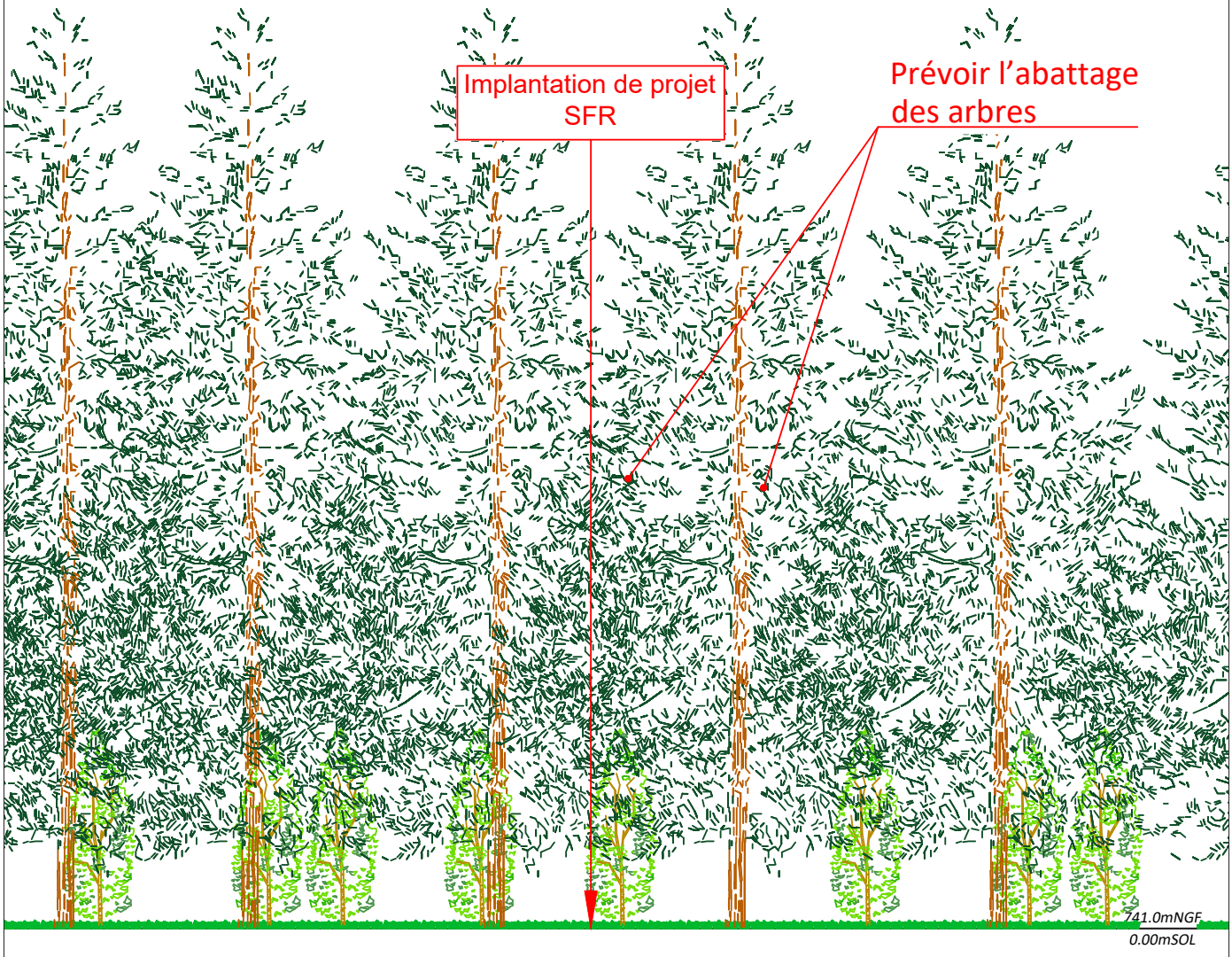
CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE LA SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS SON AUTORISATION ECRITE.



SFR	PLAN DES ADDUCTIONS				DOSSIER	APS
					ECHELLE	1/1500
	ZG_LIEZEY				DATE	19/01/2026
ERT	N°G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	8810000983_APS.dwg
	8810000983	2-4C	A	1/1	DESSINATEUR	BE

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE LA SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS SON AUTORISATION ECRITE.

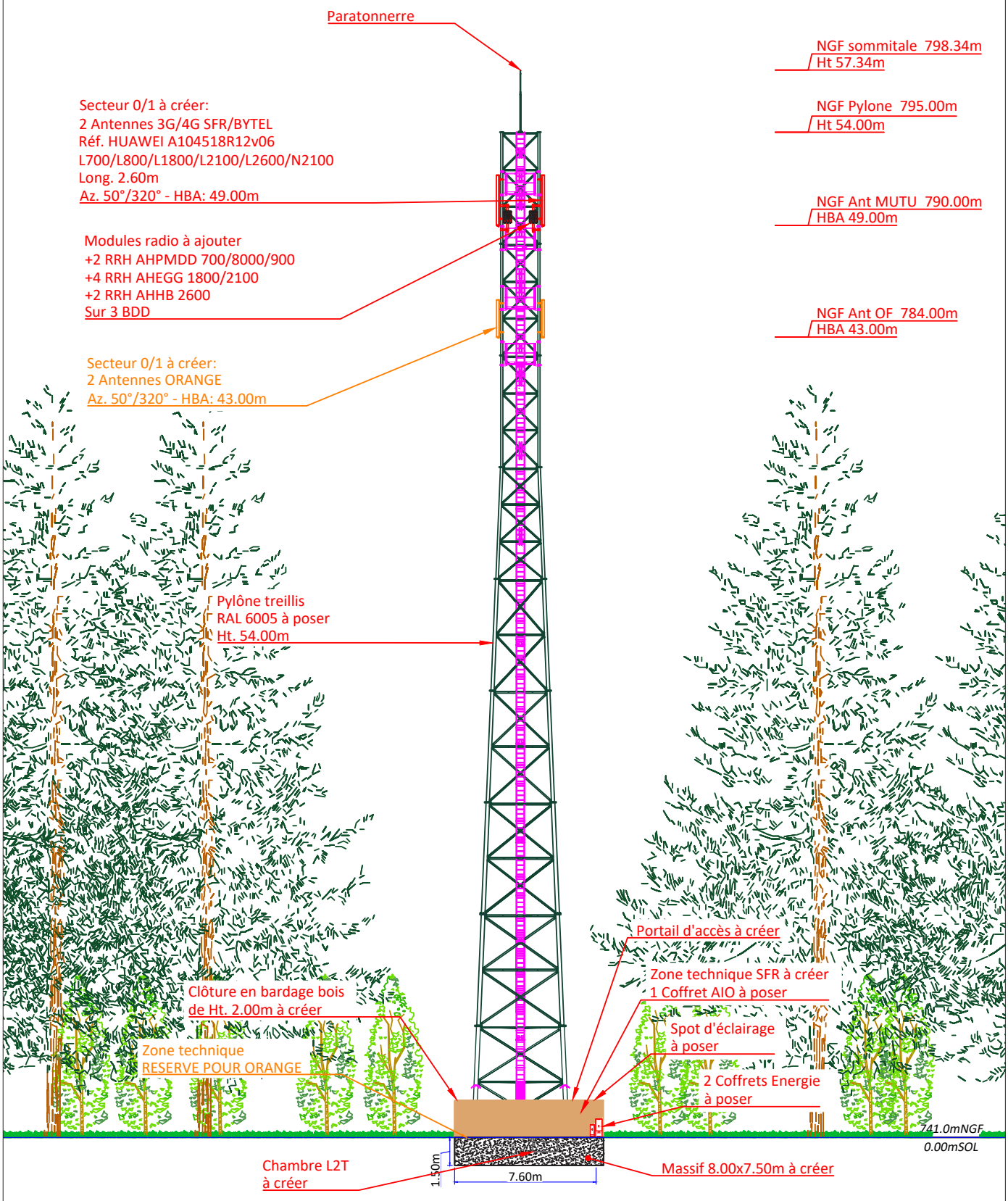
ELEVATION - A



SFR	PLAN D'ELEVATION EXISTANT				DOSSIER	APS
					ECHELLE	1/275
	ZG_LIEZEY				DATE	19/01/2026
ERT	N°G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	8810000983_APS.dwg
	8810000983	2-4D	A	1/2	DESSINATEUR	BE

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE LA SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS SON AUTORISATION ECRITE.

ELEVATION - A



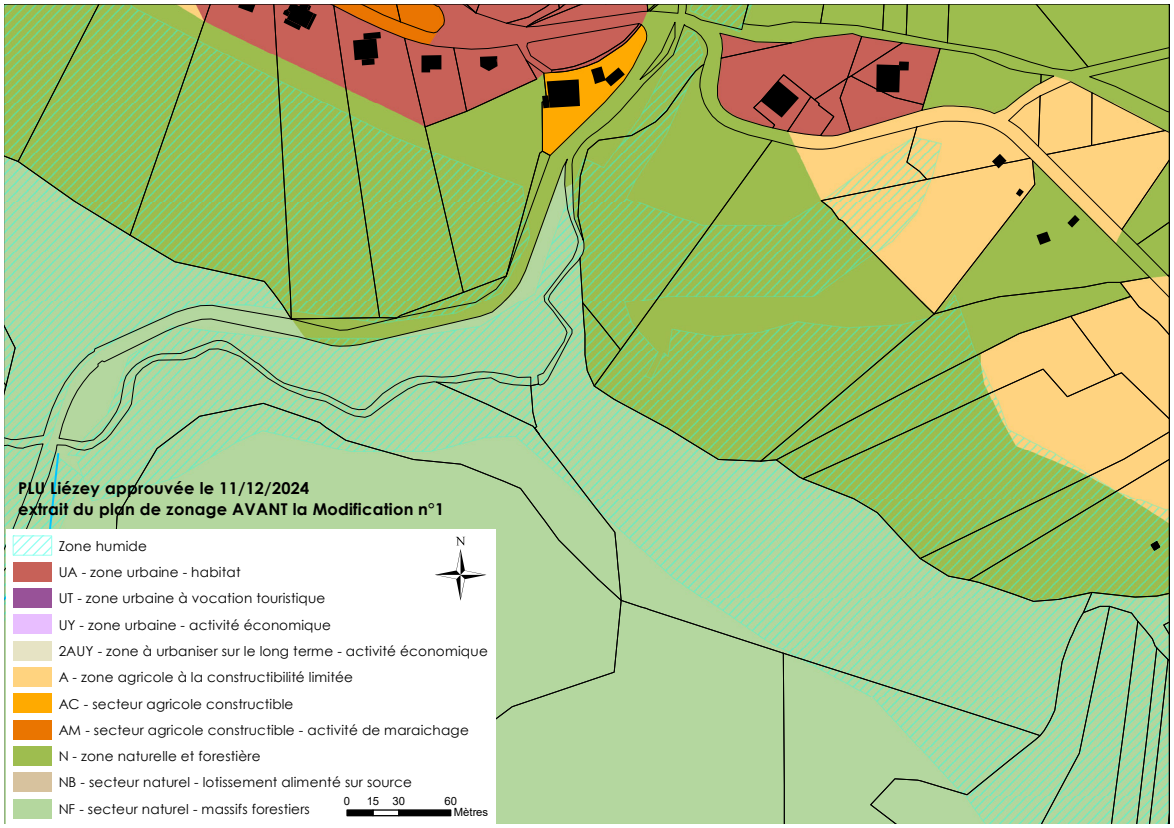
SFR	PLAN D'ELEVATION PROJET				DOSSIER	APS
					ECHELLE	1/275
	ZG_LIEZEY				DATE	19/01/2026
ERT	N°G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	8810000983_APS.dwg
	8810000983	2-4D	A	2/2	DESSINATEUR	BE

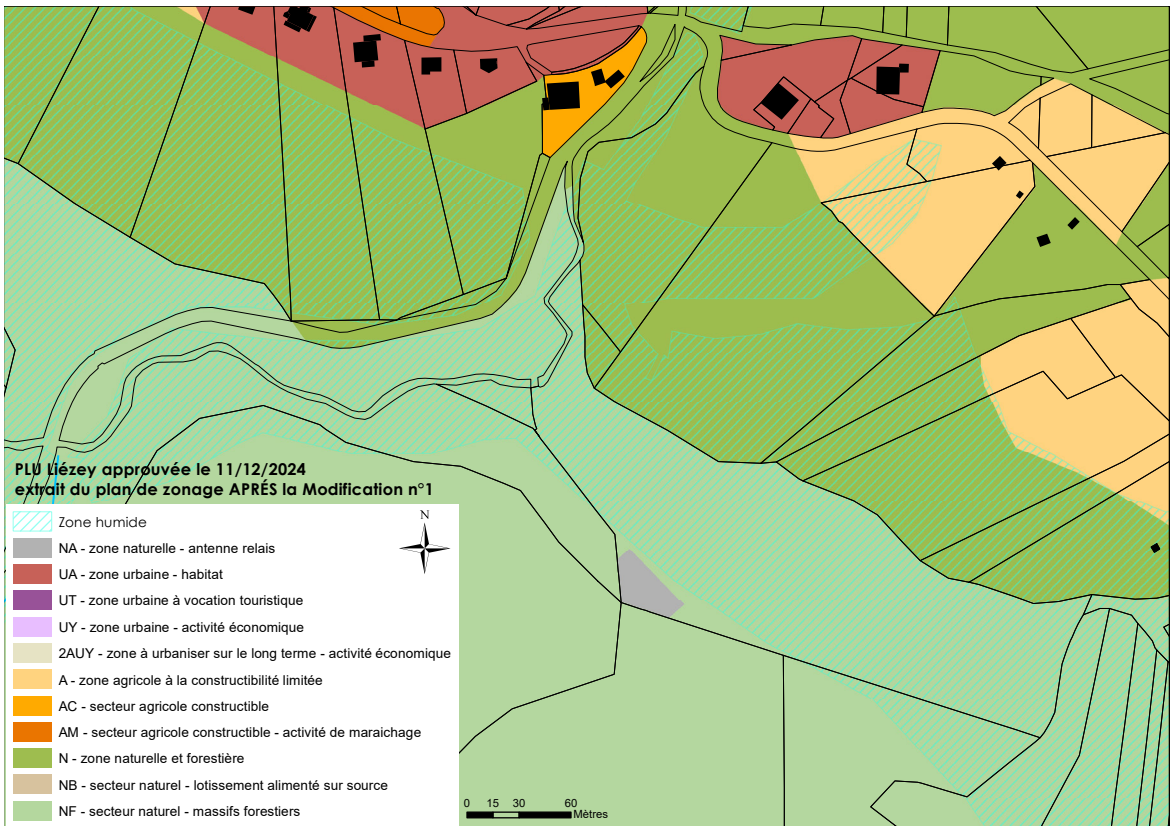
CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE DE LA SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS SON AUTORISATION ECRITE.

Création d'un sous-secteur NA :

Afin de répondre à ce projet, et au vu des éléments expliqués précédemment, la modification n°1 du PLU de LIEZEY vise donc à :

- reclasser une partie de la parcelle n° 0C 30 sur 800m² en un nouveau sous-secteur NA
- associer un règlement à ce secteur NA pour permettre l'implantation de l'antenne-relais.





Extrait du zonage sur le site de projet avant et après la modification n°1 du PLU :
Extrait du règlement de la zone N après la modification n°1 du PLU :
En violet : proposition de règlement pour le secteur NA correspondant au site d'implantation d'une antenne-relais.

Zone N

Rappel :

La zone **N** regroupe les espaces naturels qui n'ont pas vocation à être construits, mais dans lequel une constructibilité limitée est autorisée.
Elle comprend un secteur **NB** correspondant au lotissement du Bannerot.
Elle comprend un secteur **NA** correspondant au site d'implantation d'une antenne-relais.
Elle comprend un secteur **NF** qui regroupe les grands massifs forestiers du territoire. Ce secteur est inconstructible.
[…]

I. Destination des constructions, constructions et usages des sols

► **Sont interdits dans l'ensemble de la zone N :**

Toutes les constructions et installations, à l'exception de celles autorisées ci-dessous.

► **Sont autorisés dans Le secteur N :**

- Les extensions et les annexes liées à une construction principale – à l'exception des piscines d'une surface supérieure à 10 m², qu'elles soient couvertes ou non, enterrées ou non - dès lors que ces extensions et ces annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.
- Les abris strictement liés à un usage agricole.
- Les panneaux solaires - tels que définis dans le glossaire du règlement - sous l'unique condition d'être posés sur toiture, en façade des bâtiments.
- Les éoliennes à condition de présenter une hauteur inférieure à 12 m.
- Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
- Les ouvrages, les installations, les constructions, les travaux nécessaires et liés à l'ensemble des voiries et réseaux d'intérêt collectif, ainsi que pour les travaux écologiques.

► **Sont autorisés dans le secteur NB :**

- Les extensions et les annexes liées à une construction principale – à l'exception des piscines d'une surface supérieure à 10 m², qu'elles soient couvertes ou non, enterrées ou non - dès lors que ces extensions et ces annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.
- Les panneaux solaires - tels que définis dans le glossaire du règlement - sous l'unique condition d'être posés sur toiture, en façade des bâtiments.
- Les éoliennes à condition de présenter une hauteur inférieure à 12 m.
- Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés dès lors qu'ils ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
- Les ouvrages, les installations, les constructions, les travaux nécessaires et liés à l'ensemble des voiries et réseaux d'intérêt collectif, ainsi que pour les travaux écologiques.

► **Sont autorisés dans le secteur NA :**

- Les locaux techniques et industriels d'intérêts publiques et assimilés (dont les antenne-relais).
- Les ouvrages, les installations, les constructions, les travaux nécessaires et liés à l'ensemble des voiries et réseaux d'intérêt collectif, ainsi que pour les travaux écologiques.

II. Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères

1.- Volumétrie et implantation des constructions

Emprise au sol

► **Dispositions particulières au secteur N :**

- L'extension des constructions principales existantes est limitée à hauteur de +30% de l'emprise au sol préexistante à la date d'approbation du PLU pour les bâtiments ayant une emprise au sol supérieure à 100 m² et à hauteur de +50% pour les bâtiments ayant une emprise au sol inférieure ou égale à 100 m².
- Les annexes liées à une construction principale auront une emprise au sol maximale cumulée ne dépassant pas 50 m² par unité foncière.
- Les abris strictement liés à un usage agricole auront une emprise au sol cumulée maximale de 150 m² par unité foncière.

► **Dispositions particulières au secteur NB :**

L'emprise au sol des constructions ne peut excéder :

- 20% de la superficie de l'unité foncière.
- 150 m² concernant la construction principale à usage d'habitation.

Dans le cas d'une assiette de projet sur laquelle des constructions sont déjà existantes, l'implantation d'une seule annexe supplémentaire est autorisée sur l'unité foncière dans la condition de ne pas dépasser une emprise au sol maximale de 40 m².

► **Dispositions particulières au secteur NA :**

- L'emprise totale des sites d'antenne-relais ne doit pas dépasser 100 m².

Hauteur des constructions

► **Dispositions particulières au secteur N :**

- Les extensions ne doivent pas dépasser la hauteur initiale de la construction.
- La hauteur des annexes liées à une construction est limitée à 3.5 m à l'égout de toiture ou à l'acrotère. La hauteur hors tout ne doit pas dépasser 5 m.
- Les abris strictement liés à un usage agricole doivent être réalisés en respectant une hauteur inférieure ou égale à 4,5 m à l'égout de toiture ou acrotère avec une hauteur au faitage maximale de 6 m.

► **Dispositions particulières au secteur NB :**

- Les extensions ne doivent pas dépasser la hauteur initiale de la construction.
- La hauteur des annexes liées à une construction principale est limitée à 3.5 m à l'égout de toiture ou à l'acrotère. La hauteur hors tout ne doit pas dépasser 5 m.

► **Dispositions particulières au secteur NA :**

- Les antennes-relais sont limitées à 60 m de hauteur.

3.-
Articulation des différents projets avec les autres documents d'urbanisme, plans et programmes avec lesquels le PLU doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte



Le code de l'urbanisme introduit une notion de hiérarchie entre les différents documents d'urbanisme, plans et programmes, et un rapport de compatibilité entre certains d'entre eux. Le rapport de compatibilité exige que les dispositions ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur.
En outre, le code de l'urbanisme prévoit que les documents d'urbanisme prennent en compte un certain nombre de plans et programmes, ce qui implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document.

La Modification n°1 emportant mise en compatibilité du PLU doit être compatible avec :

- Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Grand Est
- La Loi Montagne.
- La charte du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges.
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse.
- Le Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) de la Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges.

1.- La compatibilité avec le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Grand Est

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) du Grand Est – adopté par le Conseil Régional du Grand Est le 22 novembre 2019 et approuvé par arrêté préfectoral de la Région Grand Est le 24 janvier 2020 - pose une stratégie d'avenir à l'horizon de 2050 pour l'aménagement et le développement durable du Grand Est. Le SRADDET Grand Est intègre et se substitue aux anciens plans et schémas suivants :

- Les 3 Schémas Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE).
- Les 3 Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE).
- Le Plan Régional de Prévention, de Gestion des Déchets (PRPGD).
- Les Schémas Directeurs Territoriaux d'Aménagement Numérique (SDTAN).
- Les 2 Schémas Régionaux des Infrastructures de Transport (SRIT) de Lorraine et de Champagne-Ardenne.

Le SRADDET Grand Est est également compatible avec les objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Rhône-Méditerranée-Corse pour la période 2022-2027. Le document prend aussi en compte le schéma interrégional d'aménagement et de développement du Massif des Vosges, la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC), la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) et les Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (ONTVB).
Enfin, le SRADDET Grand Est identifie 30 objectifs qui convergent autour de deux axes :

- Porter l'ambition d'un Grand Est qui fait face au bouleversement climatique en osant changer de modèle de développement.
- Dépasser les frontières et renforcer les cohésions, pour un espace européen connecté.

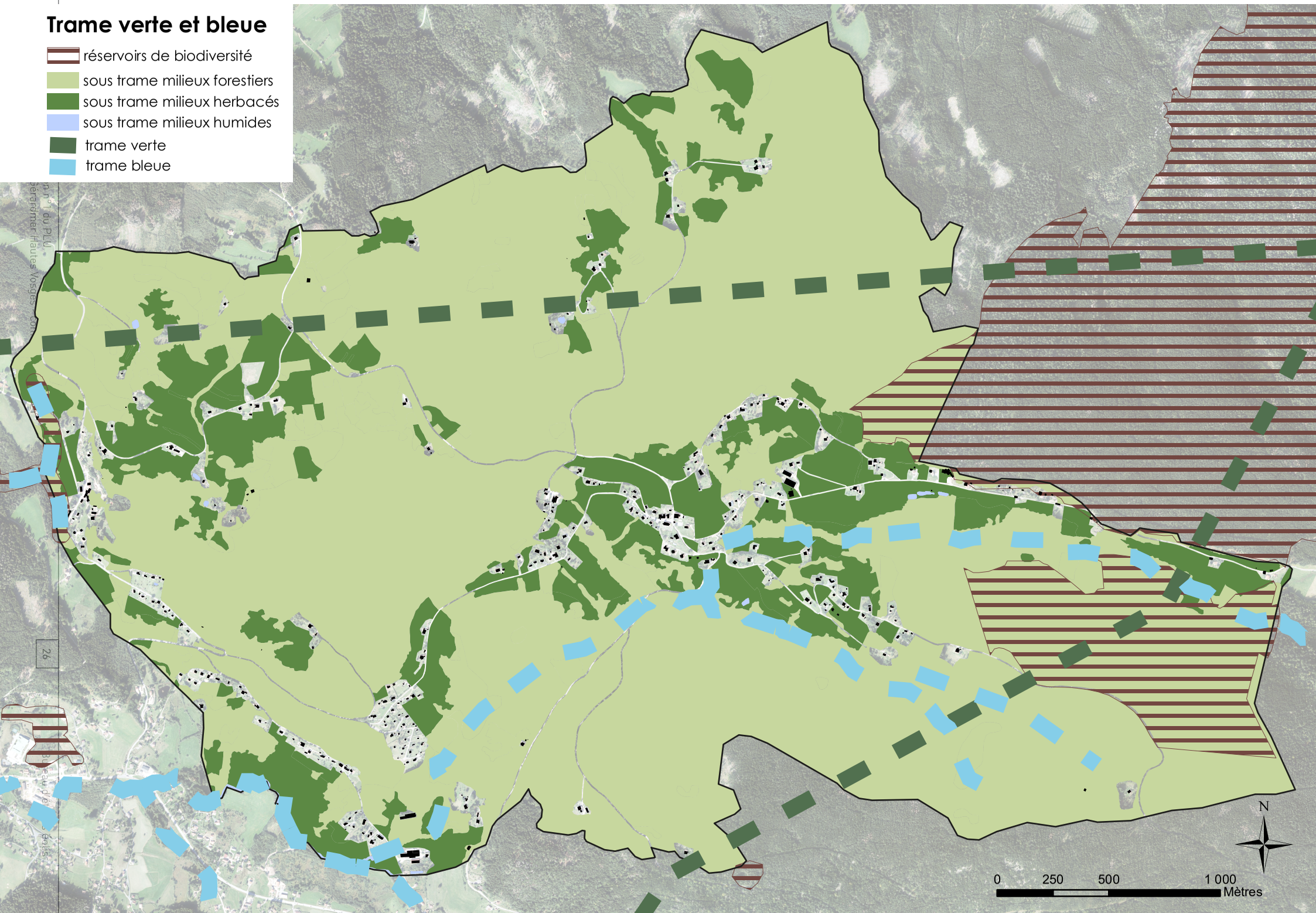
Pour répondre à ces objectifs, 30 règles générales avec mesures d'accompagnement précisent la manière de mettre en œuvre les objectifs du SRADDET par les documents et acteurs ciblés par le SRADDET. Celles-ci s'organisent autour des thématiques suivantes, pour celles qui intéressent les documents d'urbanisme :

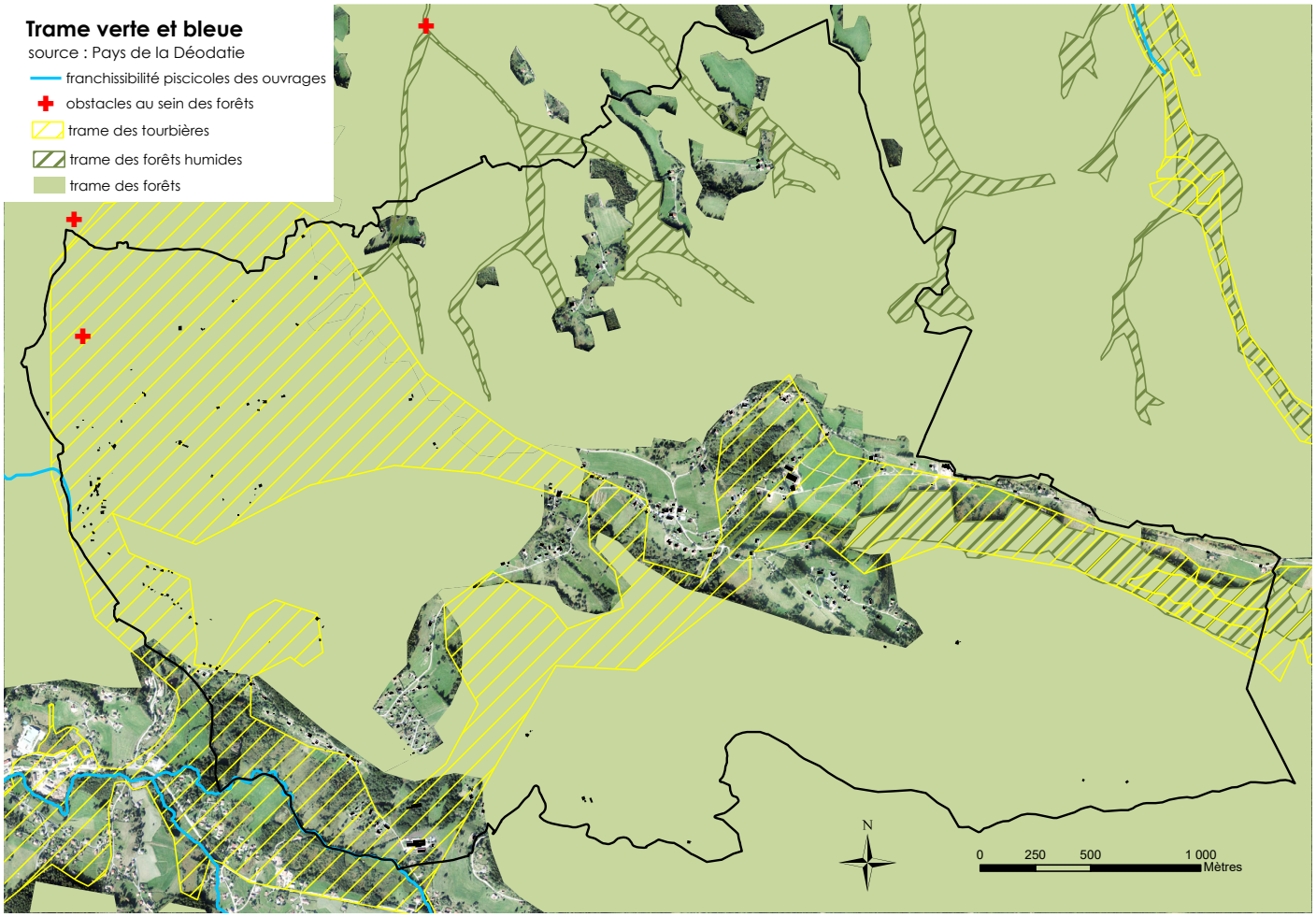
- Climat, air, énergie.
- Biodiversité et gestion de l'eau.
- Gestion des espaces et urbanisme.
- Transports et mobilité.

Il est démontré ci-après que la Modification n°1 est compatible avec les règles du SRADDET car :

- La commune de Liézey est concernée par deux sites Natura 2000 : le site Natura 2000 FR4112003 « Massif vosgien » et le site Natura 2000 FR4100197 « Massif de Vologne ».

  Elle est également couverte par quatre zonages d'inventaires ZNIEFF :
  - La ZNIEFF de type II « MASSIF VOSGIEN » dont le périmètre court sur plus de 135 000 hectares. Elle couvre l'ensemble de la commune. Elle héberge 318 espèces animales et végétales déterminantes ainsi que 9 habitats déterminants.
  - La ZNIEFF de type I « RUISSEAUX LE BARBA, LA HUTTE, LES SPAXES ET AFFLUENTS AU NORD ET OUEST DU THOLY » couvre une surface de 2 365 hectares. Cette ZNIEFF abrite 17 espèces déterminantes et 11 habitats déterminants. Située au nord de la commune, elle héberge principalement des milieux forestiers.
  - La ZNIEFF de type I « FORET EN RIVE GAUCHE DE LA VOLOGNE A L'AVAL DE GERARDMER » s'étend sur 32 hectares autour du cours d'eau le Vacceux (affluent de la Moselle) et elle abrite


Trame verte et bleue
réservoirs de biodiversité
sous trame milieux forestiers
sous trame milieux herbacés
sous trame milieux humides
trame verte
trame bleue
N
0
250
500
1 000
Mètres



Légende de l'atlas :

route ou milieu anthropisé

Trame "Cours d'eau"
- principaux cours d'eau
- ouvrage infranchissable piscicole

Trame forestière
- massif forestier "réservoir"
- forêt relais "corridor"

Trame prariale
- ensemble prairial "réservoir"
- prairie relais "corridor"

Trame humide
- ensemble prairial potentiellement humide "réservoir"
- prairie relais potentiellement humide "corridor"
- forêt potentiellement humide "réservoir'
- cours d'eau "réservoir"/"corridor"
- route ou milieu anthropisé bloquant

Diagnostic de la TVB sur le territoire des 2 PETR du Pays de la Déodatie et de Remiremont et de ses vallées.
source : PETR du Pays de la Déodatie et de Remiremont et de ses vallées, mars 2022.

le Chabot commun *(Cottus gobio)*.

- La ZNIEFF de type I « TOURBIERE DES BASSOTTES A LIEZEY » couvre près de 790 hectares dominés par la forêt. Elle abrite 58 espèces végétales et animales déterminantes.

Le projet n'entraîne aucune incidence sur ces sites, dans la mesure où il n'interfère pas avec eux (site Natura 2000 et ZNIEFF).

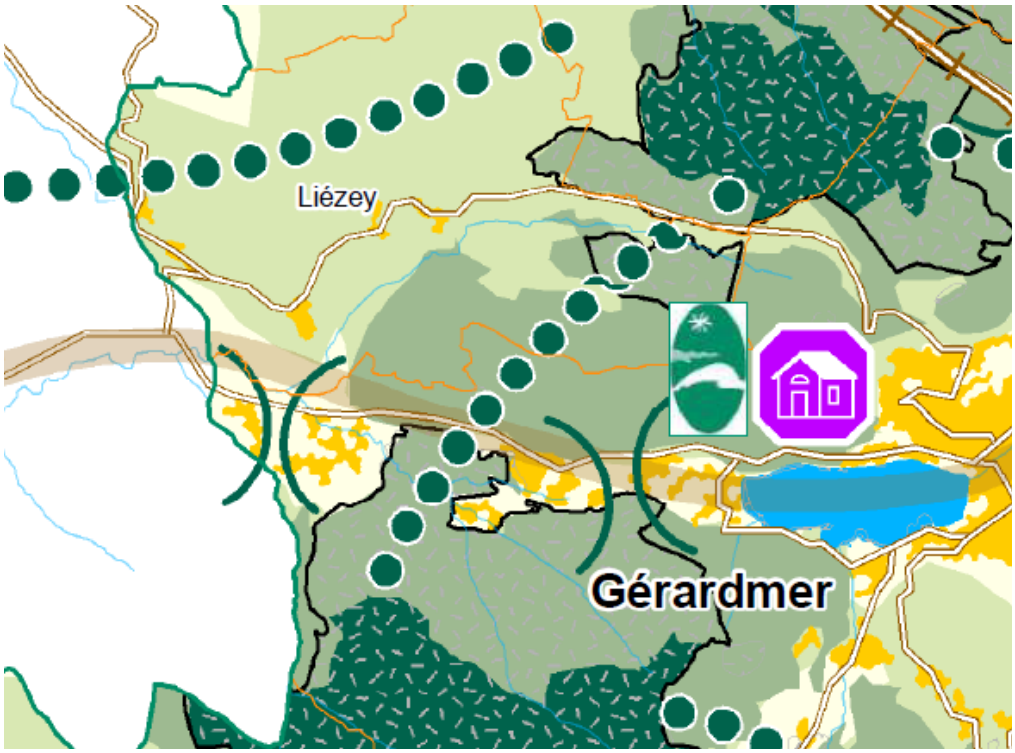
La **Modification n°1 aura un impact quasi nul sur les fonctionnalités écologiques du territoire.**

- **Le secteur de projet est** à proximité **d'une zone humide recensée dans le cadre de l'étude du bassin versant des Monts de Vologne. Toutefois la délimitation du projet a pris en considération cette zone humide et le nouveau zonage proposé en NA ainsi que le plan de situation du projet confirme que la plateforme se situera en dehors de cette zone humide afin de la préserver totalement.**
- Le projet engendrera une consommation d'espace d'une surface totale de 800² m² mais la plateforme ne couvre que 60 m² environ. Pour se faire il est prévu l'abatage de 3 arbres de haute tige.
- L'implantation à proximité immédiate d'un chemin existant évite la création d'une voie nouvelle sur une distance importante. Les coupes d'arbres et les terrassements seront limités aux stricts besoins de l'ouvrage, puis les abords remis en état après les travaux.

2.- La compatibilité avec la Loi Montagne

La commune de LIZEY est classée en zone de montagne et le PLU doit être compatible avec la Loi Montagne du 09 janvier 1985 - modifié le 21 décembre 2016 - relative au développement et à la protection de la montagne. Cette loi a eu pour objet de fixer des dispositions adaptées aux enjeux des territoires montagnards.

Au travers de ses choix, la Modification n°1 est compatible avec cette loi puisque ce projet prévoit de zone urbaine en mitage. Il s'agit de permettre l'implantation d'un équipement public d'intérêt collectif reconnu comme nécessaire à l'échelle nationale.



extrait du plan du Parc de la charte du PNRBV

3.- La compatibilité avec la charte du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges

La commune de Saulxures-sur-Moselotte fait partie du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges (PNRBV). Ce Parc, créé en 1989, regroupe 201 communes (en septembre 2022) sur 4 départements : les Vosges, le Haut-Rhin, le Territoire de Belfort et la Haute-Saône. Il s'étend sur 2 947 km² et compte 249 763 habitants : de la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines au nord, jusqu'aux portes de Belfort et de Luxeuil-les-Bains au sud. Il est à ce titre le plus peuplé des parcs naturels régionaux français. Le territoire du PNRBV est couvert à 61% par des forêts (1 600 km²).

Le PNRBV s'organise autour d'un projet qui vise à assurer durablement la préservation, la gestion et le développement harmonieux de son territoire. Il se décline dans une charte avec laquelle la Modification n°1 doit être compatible. Ce document définit les objectifs à atteindre et les mesures nécessaires pour les mettre en œuvre pour la période de 2012-2027. Elle s'organise autour de quatre grandes orientations :

- Conserver la richesse biologique et la diversité des paysages sur l'ensemble du territoire.
- Généraliser des démarches globales d'aménagement économes de l'espace et des ressources.
- Asseoir la valorisation économique sur les ressources locales et la demande de proximité.
- Renforcer le sentiment d'appartenance au territoire.

Un Plan du Parc accompagne le texte de la Charte et illustre la stratégie du PNRBV sur son territoire. Ce document décline pour le territoire de LIEZEY les thématiques suivantes :

- Le continuum forestier à gérer durablement : ***le site de projet se situe dans un massif forestier mais le projet ne prévoit que la coupe d e3 arbres afin de limiter au maximum les impacts.***
- Le continuum aquatique et les zones humides à gérer durablement : **un continuum aquatique traverse le site de projet. *Toutefois, cette extension de l'usine contribue à pérenniser le développement économique de la commune et s'avère, à ce titre, indispensable.***
- Le réseau de sites Natura 2000 à animer : le territoire de LIEZEY est concerné par le site Natura 2000 FR4112003 « Massif vosgien » et le site Natura 2000 FR4100197 « Massif de Vologne ». ***Le site de projet n'interfère pas avec ces sites Natura 2000.***
- Les principaux corridors écologiques à préserver : ***le site de projet n'interfère avec aucun corridor écologique.***
- Les coupures vertes résiduelles d'intérêt paysager ou écologique à préserver : ***aucune interférence avec le site de projet.***

De plus la hauteur du pylône est directement liée aux contraintes radioélectriques et à la nécessité de dégager les antennes au-dessus du couvert forestier. Sa teinte vert foncé, le regroupement des équipements bas et la réalisation d'une clôture en bois participent à son insertion.

4.- La compatibilité avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse

Ce document, adopté par la préfète de Région le 18 mars 2022, fixe des objectifs de qualité des eaux pour les bassins du Rhin et de la Meuse pour la période 2022-2027 :

- Définir les orientations permettant de satisfaire les grands principes d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ;
- Fixer les objectifs de qualité et de quantité à atteindre pour chaque masse d'eau ;

- Déterminer les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques.

La Modification n°1 est compatible avec le SDAGE du bassin Rhin-Meuse en ce sens que le site de projet :

- N'est pas impacté par un PPRi.
- N'interfère pas avec les zones humides recensées par le SDAGE Rhin-Meuse.
- Se situe en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau.

5.- la prise en compte du Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) de la Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges

Le plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) est un outil pour agir localement et collectivement afin de s'adapter au changement climatique et engager le territoire dans la transition écologique et énergétique. Le PCAET de la Communauté de Communes Gérardmer Hautes Vosges a été approuvé en 2022. La Modification n°1 ne doit pas s'éloigner des objectifs du PCAET et de ses orientations fondamentales. En s'inscrivant dans une démarche de pérennisation de l'économie locale de la commune de LIEZEY, elle répond pleinement à l'objectif du PCAET visant à développer une économie locale attractive.

4.-
Analyse des incidences du projet dans une démarche “éviter, réduire, compenser”



1.- Les incidences du projet en matière de consommation foncière des espaces agricoles, naturels et forestiers dans une démarche « éviter, réduire, compenser »

Le projet implique de reprendre le règlement graphique du PLU afin d’identifier, au sein de l’actuel secteur naturel et forestier NF, un secteur de projet strictement limité à l’emprise nécessaire à l’implantation de l’antenne-relais et de ses équipements techniques.
Le secteur NF couvre les grands massifs boisés de la commune et représente une superficie totale de 883,96 hectares. Au regard de cette étendue, la consommation d’espace engendrée par le projet demeure très ponctuelle. La plateforme technique représente environ 60 m², auxquels s’ajoutent le massif du pylône, un raccordement court au chemin existant, d’une emprise prévisionnelle de 5 mètres sur 3 mètres, ainsi que les espaces temporairement nécessaires à la réalisation du chantier. La surface effectivement déboisée devra être précisément déterminée dans le cadre du dossier d’autorisation du projet.
L’implantation retenue participe à une démarche d’évitement, puisqu’elle se situe à proximité immédiate d’un chemin existant. Ce choix permet d’éviter la création d’une nouvelle voie d’accès sur une distance importante et de limiter, par conséquent, les coupes d’arbres, les terrassements et l’artificialisation des sols.
Dans une logique de réduction des incidences, les travaux forestiers devront être limités aux stricts besoins de l’installation et du chantier. Les emprises temporairement mobilisées devront être remises en état à l’issue des travaux. Le régime applicable au défrichement devra par ailleurs être vérifié au regard de la surface réellement concernée et de son appartenance à un massif forestier. Si une autorisation de défrichement s’avère nécessaire, les mesures de compensation correspondantes seront définies dans le cadre de cette procédure.
Malgré son implantation au sein d’un espace forestier, le projet répond à une insuffisance de couverture mobile reconnue par l’État. Il bénéficie à l’ensemble des habitants, des entreprises, des exploitations agricoles et forestières, des services publics et des visiteurs du territoire. La réalisation d’un pylône mutualisé, destiné à accueillir les équipements des quatre opérateurs désignés, permet en outre d’éviter la multiplication des ouvrages, des plateformes et des accès.
Ainsi, compte tenu de son emprise limitée, de sa localisation à proximité d’un chemin existant, de son caractère

mutualisé et de l'intérêt collectif poursuivi, la consommation d'espace naturel et forestier engendrée par le projet apparaît limitée et proportionnée.

2.- Les incidences du projet sur les paysages et l'environnement (biodiversité, paysages, ressources en eau) dans une démarche « éviter, réduire, compenser »

Le projet s'inscrit dans un environnement rural de moyenne montagne, caractérisé par un relief marqué, un habitat dispersé et la présence de vastes massifs forestiers. Ces éléments participent pleinement à l'identité paysagère de Liézey, mais constituent également des contraintes importantes pour la diffusion des réseaux de radiotéléphonie mobile.

Le pylône projeté présente une hauteur de 54 mètres, portée à 57,34 mètres au niveau sommital, paratonnerre compris. Cette hauteur répond à la nécessité de positionner les antennes au-dessus de la cime des arbres afin d'assurer la couverture radioélectrique attendue en direction du centre-bourg.

Afin de réduire son incidence visuelle, le pylône treillis présentera une teinte vert foncé RAL 6005. Les équipements techniques implantés au sol seront regroupés au sein d'une plateforme d'environ 60 m² et entourés d'une clôture en bardage bois d'une hauteur de 2 mètres. Le maintien du couvert forestier en périphérie de l'installation contribuera également à limiter la perception des équipements situés au pied du pylône.

Compte tenu de la hauteur de l'ouvrage, sa perception depuis le centre-bourg, les hameaux, les voies et les itinéraires fréquentés devra toutefois être précisément appréciée. La production de photomontages depuis les principaux points de vue permettra de compléter l'analyse paysagère et de justifier le choix de l'implantation, du gabarit et des dispositifs d'intégration retenus.

Sur le plan environnemental, la plateforme apparaît située en dehors, mais en limite immédiate, des secteurs humides figurant dans le dossier APS. Cette situation devra être confirmée par une superposition précise avec les données environnementales du PLU et, si nécessaire, par une délimitation de terrain.

Le tracé prévisionnel du raccordement électrique, d'une longueur d'environ 360 mètres, semble en revanche traverser plusieurs secteurs humides identifiés. Dans le cadre de la démarche d'évitement, le tracé définitif devra rechercher prioritairement une implantation en dehors de ces espaces. Si leur évitement complet s'avère impossible, les incidences du raccordement devront être précisément évaluées et les mesures de réduction, voire de compensation, ainsi que les procédures réglementaires applicables devront être définies avant la réalisation des travaux.

Les coupes d'arbres, les terrassements et les interventions sur les sols devront enfin être limités aux stricts besoins de l'installation. Les emprises de chantier devront être organisées de manière à préserver autant que possible les milieux forestiers environnants et les continuités écologiques identifiées par le PLU.

Sous réserve de la vérification de la situation de la plateforme, de l'adaptation du tracé du raccordement électrique et de la mise en œuvre effective des mesures d'évitement et de réduction, les incidences du projet sur les paysages, les milieux naturels et les ressources en eau peuvent demeurer limitées et proportionnées à l'intérêt collectif poursuivi.

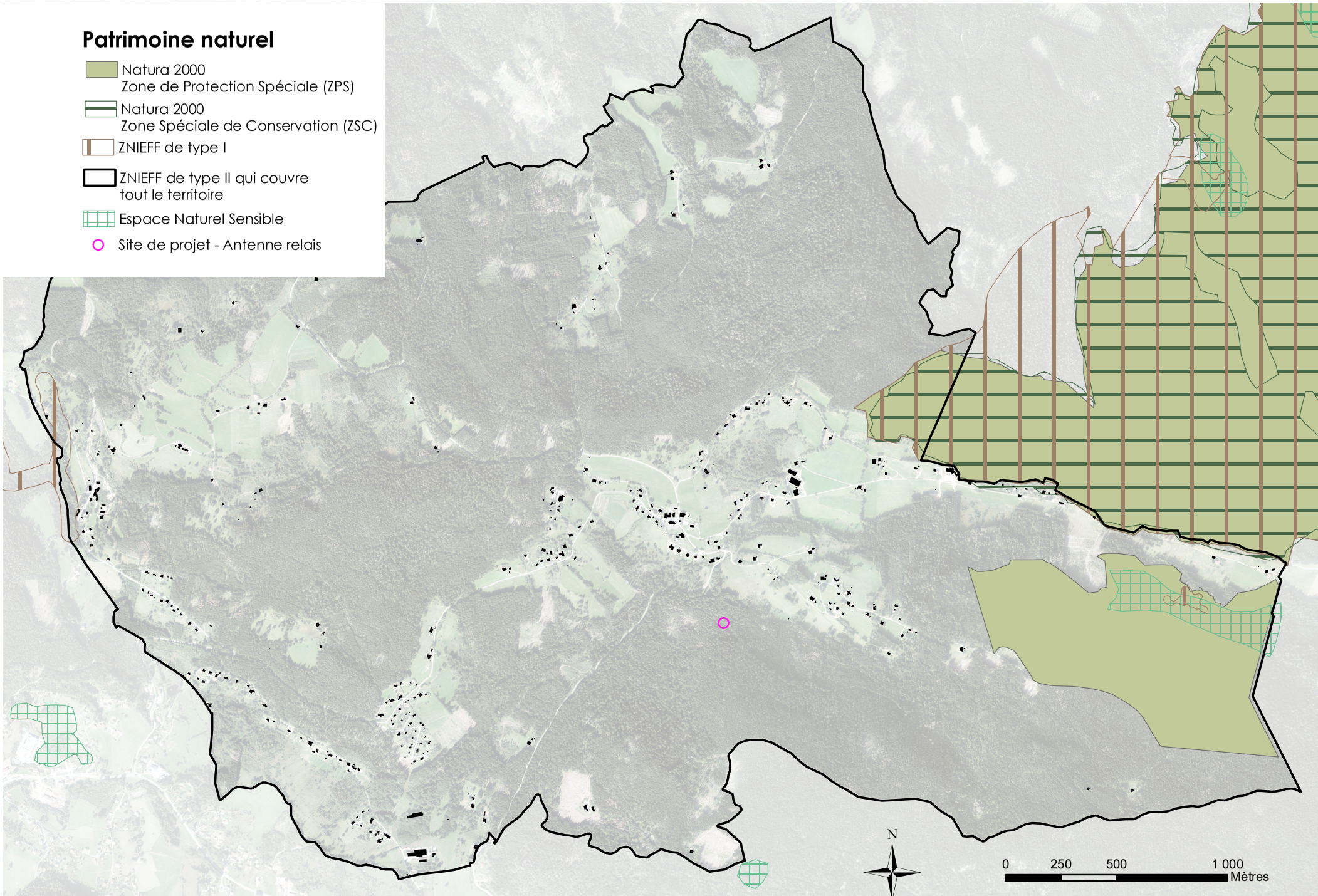
3.- Les incidences sur le site Natura 2000 le plus proche et sur les milieux naturels remarquables dans une démarche « éviter, réduire, compenser »

La commune de Liézey est concernée par deux sites Natura 2000 : le site Natura 2000 FR4112003 « Massif vosgien » et le site Natura 2000 FR4100197 « Massif de Vologne ».

Elle est également couverte par quatre zonages d'inventaires ZNIEFF :

- La ZNIEFF de type II « MASSIF VOSGIEN » dont le périmètre court sur plus de 135 000 hectares. Elle couvre l'ensemble de la commune. Elle héberge 318 espèces animales et végétales déterminantes ainsi que 9 habitats déterminants.
- La ZNIEFF de type I « RUISSEAUX LE BARBA, LA HUTTE, LES SPAXES ET AFFLUENTS AU NORD ET OUEST DU THOLY » couvre une surface de 2 365 hectares. Cette ZNIEFF abrite 17 espèces déterminantes et 11 habitats déterminants. Située au nord de la commune, elle héberge principalement des milieux forestiers.
- La ZNIEFF de type I « FORET EN RIVE GAUCHE DE LA VOLOGNE A L'AVAL DE GERARDMER » s'étend sur 32 hectares autour du cours d'eau le Vacceux (affluent de la Moselle) et elle abrite le Chabot commun *(Cottus gobio)*.
- La ZNIEFF de type I « TOURBIERE DES BASSOTTES A LIEZEY » couvre près de 790 hectares dominés par la forêt. Elle abrite 58 espèces végétales et animales déterminantes.

Le site de projet n'interfère pas avec les sites Natura 2000 et les ZNIEFF, ainsi la Modification n°1 évite toute incidences sur les sites Natura 2000.


Patrimoine naturel
Natura 2000
Zone de Protection Spéciale (ZPS)
Natura 2000
Zone Spéciale de Conservation (ZSC)
ZNIEFF de type I
ZNIEFF de type II qui couvre
tout le territoire
Espace Naturel Sensible
Site de projet - Antenne relais
N
0
250
500
1 000
Mètres

5.-
Evolution du document d'urbanisme suite à la reprise du PLU



Les différentes pièces du PLU mise à jour

Le Plan Local d'Urbanisme est composé de plusieurs pièces qui nécessiteront ou non une mise à jour suite à la Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

* Le rapport de présentation : Absence de reprise du document.

* Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables : Absence de reprise du document.

* le règlement écrit est complété pour créer le règlement d'un sous-secteur NA pour l'implantation de l'antenne relais.

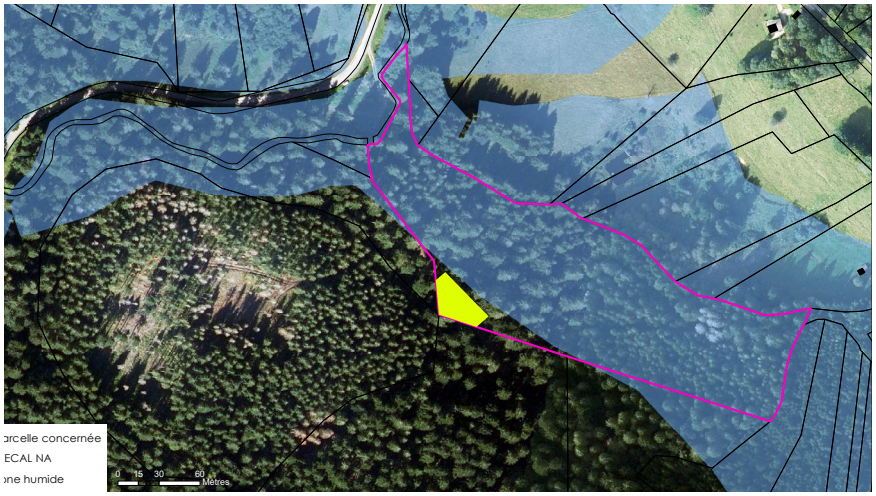
* Le document de zonage est repris pour créer un sous-secteur NA pour l'implantation de l'antenne relais. Le tableau des surfaces de zones est mis à jour.

* Les Orientations d'Aménagements : Absence de reprise du document.

* Les annexes au PLU : Absence de reprise du document.

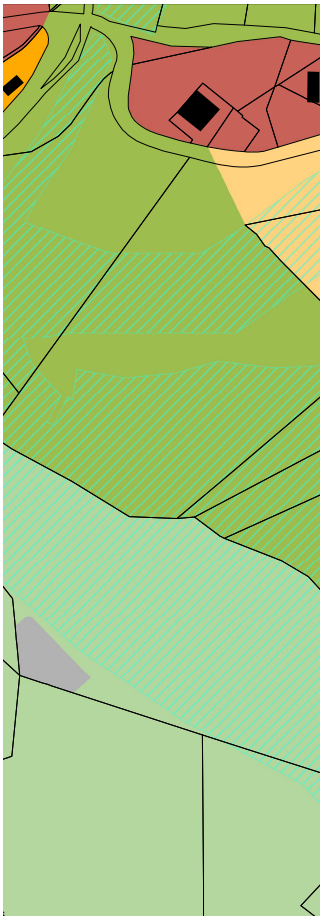
Tableau récapitulatif des zones du PLU

zones		surfaces (ha) AVANT la Modification n°1 du PLU	surfaces (ha) APRES la Modification n°1 du PLU	évolution (%)
U	UA	18,92	18,92	0%
	UT	0,86	0,86	
	UY	0,83	0,83	
AU	2AUY	0,27	0,27	0%
A	A	214,61	214,61	0%
	AC	9,38	9,38	
	AM	1,37	1,37	
N	N	192,73	192,73	0%
	NB	3,9	3,9	0%
	NF	**883,96**	**883,88**	**-1%**
	NA	**0**	**0,08**	**100%**









NOTICE EXPLICATIVE

/ Modification n°1 du PLU de LIEZEY (88)

Bureau d'études éolis

Urbanisme
Aménagement du territoire
Communication et concertation

56 rue de la Prairie
88100 Saint Dié des Vosges
09 79 05 77 46 / 06 17 46 79 59
eolis.todesco@orange.fr